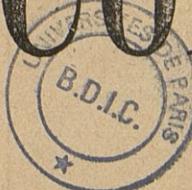


Le Pour et le Contre



FRIX DE L'ABONNEMENT D'UN AN
Le journal ne reçoit pas d'abonnements
de moins d'un an.)

France, colonies françaises et
pays de protectorat français. 10 fr.
Étranger..... 15 fr.

Prix du numéro: 50 centimes.

TRENTE-DEUXIÈME ANNÉE — N° 3
DIMANCHE 17 JANVIER 1915

JOURNAL FINANCIER

PARAISANT LE DIMANCHE

PRIX DES INSERTIONS

Années anglaises..... 1 fr. 50
— Réclames..... 3 fr. *

Ce tarif n'est pas applicable aux
annonces de souscriptions.

DIRECTEUR-RÉDACTEUR EN CHEF :

H. de SAINT-ALBIN

BUREAUX : 178, rue Montmartre, Paris
(BOULEVARD POISSONNIÈRE) — (2^e arrond^t)

Sommaire

Bons de la Défense Nationale. — Le Moratorium et les Compagnies d'assurances. — Les valeurs mobilières appartenant aux habitants des contrées envahies. — La crise et les projets de création d'assurances.

Les Emprunts de guerre.

Entreprises en souffrance.

Les Coupons des Valeurs brésiliennes.

Banque Française du Rio de la Plata.

Revue de la Semaine. — Chronique des Mines d'or.

Dividendes et Coupons.

Assemblées et Bilans.

Cours de la Bourse.

Nouvelles et Informations.

Coupons, Tirages, etc.

BONS DE LA DÉFENSE NATIONALE

Le ministre des Finances vient de demander au Parlement l'autorisation d'élever l'émission des Bons 5 0/0 de la Défense Nationale de 2 à 3 milliards.

LE MORATORIUM ET LES COMPAGNIES D'ASSURANCES

Il paraît que nous avons exagéré le libéralisme dont les Compagnies d'assurances sur la vie se sont fait une ligne de conduite. Elles ont bien intégralement servi les rentes viagères, mais elles n'ont payé les capitaux échus que dans la proportion fixée par le moratorium, c'est-à-dire 10 0/0 jusqu'au 31 décembre (décret du 27 septembre) et 15 0/0 depuis le 1^{er} janvier (décret du 29 décembre). Les sommes « moratoriées » sont productives en faveur de l'assuré — on devrait dire à son préjudice — d'un intérêt fixé à 3 0/0 par le décret du 27 septembre.

Il est à noter que, aux termes mêmes de ce décret du 27 septembre, ces dispositions moratoires ne sont, pour les Compagnies, qu'une faculté et non pas une obligation. Mais elles en ont usé rigoureusement.

LES VALEURS MOBILIÈRES APPARTENANT AUX HABITANTS DES CONTRÉES ENVAHIES

Le Ministre des Finances vient de donner son adhésion à l'application immédiate des mesures proposées par la Chambre syndicale des Agents de change pour venir en aide aux habitants des contrées envahies et faciliter l'insertion au *Bulletin Officiel des oppositions* des numéros de titres au porteur leur appartenant et dont ils sont dépossédés.

En conséquence la Chambre syndicale se contentera provisoirement d'une simple déclaration de dépossession par lettre recommandée sans qu'il soit besoin de lui faire parvenir le montant du droit d'insertion (0 fr. 50 par titre et par an).

Cette mesure exceptionnelle étant prise uniquement en faveur des habitants des régions envahies dépossédés par les événements de guerre, la lettre devra énoncer les circonstances dans lesquelles a eu lieu la dépossession et la signature devra être accompagnée d'une légalisation du maire ou du commissaire de police de la résidence actuelle des opposants attestant qu'ils sont bien habitants de régions qui ont été ou sont occupées par l'ennemi, ou qu'ils ont dû abandonner à la suite de l'approche de l'ennemi.

La lettre devra contenir le nombre, la nature, la valeur nominale, le taux, la date d'émission, le numéro et, s'il y a lieu, la série des titres, en un mot tous renseignements de nature à individualiser les valeurs et à permettre ainsi leur insertion au *Bulletin Officiel des oppositions*.

Cette insertion ne peut légalement avoir lieu que pour les titres au porteur, sauf les billets de banque et les rentes et autres titres au porteur émis par l'Etat français, exception faite des obligations émises pour les besoins des chemins de fer de l'Etat.

Pour les rentes sur l'Etat, il faut s'adresser au ministère des Finances (direction de la Dette inscrite), et pour les valeurs nominatives, aux établissements débiteurs.

L'opposition par lettre recommandée n'ayant d'autre effet que de permettre l'insertion au *Bulletin Officiel des oppositions* pendant la durée de la guerre, il sera nécessaire d'accomplir, au plus tard à la cessation des hostilités, les formalités prescrites par les lois de 1872 et de 1902 et qui sont indispensables pour obtenir dans les délais déterminés le paiement des coupons et la reconstitution des titres.

LA CRISE ET LES PROJETS DE CRÉATION D'ASSIGNATS

Nous venons, au cours de trois articles successifs, de nous expliquer sur les effets économiques qu'a produits en France une guerre soudaine à laquelle nous étions si mal préparés; nous sommes convaincus, en ce qui nous concerne, que la crise qui en est résultée, moratorium compris, n'était pas évitable dans le désordre où nous avons été surpris; nous n'y réviendrions pas si la croyance contraire, malheureusement très répandue, n'avait fait éclore des projets très bien intentionnés, il faut le supposer, mais dont la réalisation serait certainement bien pire que le moratorium. Il est d'autant plus nécessaire de signaler celui que présente au Parlement M. Jacques Stern, député des Basses-Alpes, que c'est en quelque sorte un projet type, celui qui demande nettement l'intervention de l'Etat, c'est-à-dire l'institution d'une sorte de crédit social alimenté par des assignats. Ce n'est pas neuf, assurément; mais les inventeurs de panacées auront beau faire, ils ne trouveront jamais autre chose pour créer le droit au crédit, et la hideuse banqueroute nationale sera toujours le dernier terme de leurs combinaisons si savantes que puissent les faire paraître leurs complications.

Le projet de M. Stern consisterait à créer, pour la durée de la guerre et la période des six mois qui la suivront immédiatement, une Caisse Nationale de Crédit Mobilier chargée de faire à toute personne domiciliée en France des prêts sur gages mobiliers. A toute personne, commence bien par dire le projet; mais ce n'est cependant qu'une façon de parler, car on ne voit pas bien une Caisse, si nationale qu'elle soit, se préparant à consentir des prêts à tous les citoyens français disposant d'un gage mobilier. Le correctif se présente aussitôt: ces prêts seront consentis dans la limite d'une émission de bons AVANT COURS LÉGAL ET NON REMBOURSABLES, dont le montant serait déterminé par décret rendu en Conseil des Ministres. Ainsi, pas d'illusions: le crédit ne sera pas pour tout le monde; comme par le passé, il sera réservé à ceux qui en méritent, soit par eux-mêmes, soit par la valeur de leurs gages, soit probablement aussi par les influences qu'ils sauront faire jouer; la seule innovation, c'est qu'à une circulation fiduciaire représentative d'espèces métalliques ou d'effets de commerce d'un recouvrement certain on superposait une circulation d'assignats gagés sur des valeurs mobilières d'une valeur incertaine ou sur des matières premières et des produits fabriqués catalogués comme d'une valeur non périsable. Et l'Etat répondrait de toutes les obligations prises par la Caisse Nationale de Crédit Mobilier.

Ce projet a été soumis à l'examen des Chambres de Commerce qui, pour la plupart, l'ont rejeté comme une menace pour le crédit public. La critique la plus

lumineuse et la plus concluante nous paraît être celle qu'en a faite la Chambre de Commerce de Nancy par la plume de M. Jean Buffet qui, en sa qualité de Président de la Société Nancéienne de Crédit Industriel, connaît admirablement les besoins de cette région laborieuse entre toutes où il a fallu au créidant de souplesse et d'ingéniosité pour se prêter aux exigences de l'industrie naissante et lui permettre d'atteindre en un quart de siècle l'extraordinaire développement qu'elle y a pris.

M. Buffet objecte tout d'abord qu'un très grand nombre d'industriels ont un crédit purement personnel et n'auraient du fait de la guerre ni valeurs mobilières ni marchandises à donner en gage. Si ces industriels sont exclus du crédit « national », le crédit libre dont ils jouissaient antérieurement va en souffrir. Il faudra de toute façon renoncer à servir tout le monde: « l'Etat sera en butte à toutes les récriminations dont les moins légitimes ne seront pas les moins violentes. Dès lors comment l'arbitraire ne se glisserait-il pas dans la distribution des crédits? Quels seront les experts chargés de l'évaluation, auxquels appartiendra en fait la décision? Si grands que puissent être leur compétence et leur esprit de justice, auront-ils le temps, la liberté d'action, les moyens d'appréciation indispensables? Et, quand ils rempliraient toutes ces conditions, ce qu'ils n'auront pas, à coup sûr, c'est le frein, le contrepoids qu'imposent aux dirigeants d'une entreprise privée, la sauvegarde des intérêts qui leur sont confiés, le souci des responsabilités qu'elle fait naître. Ne peut-on craindre que de la meilleure foi du monde, si scrupuleux qu'ils soient dans leurs devoirs vis-à-vis de l'Etat dont ils seront, en somme, les représentants, ils ne se laissent influencer, entraîner, et que les solliciteurs les plus tenaces, les plus audacieux n'aient gain de cause au détriment des plus timorés? »

Ainsi parle avec trop de raison M. Buffet. Et il poursuit:

L'Etat répondra, avons-nous dit, de toutes les obligations prises par la Caisse Nationale de Crédit Mobilier, c'est dire qu'il assumera toute la responsabilité, toutes les charges et, disons le mot, tout le déchet de sa liquidation. Les valeurs acceptées en gage seront sujettes à des dépréciations considérables: certaines, par suite de circonstances improbables peut-être, mais cependant possibles, sont susceptibles d'être réduites à néant, n'importe! L'Etat devra en supporter les conséquences. Sans doute le texte de la proposition stipule que « les valeurs données en gage garantiront le remboursement des prêts ainsi que le paiement des intérêts et des frais et encore que « si la Caisse Nationale de Crédit mobilier estime que la valeur du gage est devenue insuffisante, inférieure à la somme prêtée par elle, le débiteur, après simple avis par lettre recommandée, devra compléter le gage ou rembourser la totalité de la somme prêtée. » Mais, ce sont là des prescriptions et des stipulations purement théoriques. Où sera la sanction pratique? Elle consistera, nous dit-on, en ce que « la Caisse Nationale de Crédit mobilier sera autorisée par privilège à la réalisation du gage, soit par voie judiciaire, soit par tous les moyens qui lui sembleront propres au remboursement intégral de la somme prêtée. » Sanction purement illusoire! dès lors qu'en l'espèce, le créancier sera l'Etat lui-même. Et nous rentrons ici, avec M. Jacques Stern, dans un dilemme inquiétant. Ou la Caisse restera ferme dans ses revendications vis-à-vis des emprunteurs, et elle créera à l'Etat, sans même que son effort ait abouti à un résultat efficace, une nouvelle série de mécontents et d'agris, ou elle cédera, elle « laissera les choses aller » et l'on se demandera où les finances publiques et le crédit même de l'Etat ne se trouveront pas entraînés. Est-ce au moment même où ce crédit est plus que jamais nécessaire pour le succès des emprunts à court terme, indispensables à la défense nationale, est-ce à la veille du jour où il faudra consolider la dette flot-

F.P.188

tante et procéder à la grande liquidation de la guerre qu'il est sage d'y porter la moindre atteinte?

Quant à la Banque de France, la co-existence, même temporaire, avec le sien, d'un nouveau papier possédant, comme le sien, valeur libératoire, aurait pour inéluctable conséquence, la dépréciation de ce dernier. C'est en vain que la sagesse et la prudence, en quelque sorte accumulée de ses dirigeants, la réserve qu'en dépit de difficultés passagères et malgré les droits que stipulent en sa faveur les conventions, l'Etat s'imposait volontairement comme de parti pris à son égard, auront conservé à son billet l'intégralité de sa valeur et l'auront même majorée, puisqu'après cinq mois de troubles mondiaux, sans précédent, il fait encore prime sur tous les marchés du monde! Personne n'osera, en effet, sérieusement prétendre que l'émission de 1.500 millions à 2 milliards — c'est à ce chiffre que le projet de loi prétend restreindre le montant maximum des bons de la Caisse Nationale en circulation, mais sera-ce bien le chiffre définitif et ne sera-ce pas qu'en commencement? — que l'émission, disons-nous, de ces bons ne soit pas de nature à émousser pour le moins un si précieux instrument de crédit? Entreprise à coup sûr tempérament et d'autant plus dangereuse que dans quelques mois, c'est en fin de compte à notre banque d'émission qu'il faudra demander les armes nécessaires à la grande reprise industrielle de la France d'hier et financièrement à la solution des problèmes de la plus vaste envergure en face desquels nous placera la victoire.

En définitive, soit pendant la durée de la guerre pour les besoins de la Défense Nationale, soit au lendemain de la conclusion de la paix pour la restauration en France de tout ce qui aura été endommagé ou détruit, comme le dit M. Buffet, un immense effort financier va être nécessaire. Nous sommes sûrs de le mener à bien, si nous savons conserver toute sa valeur à cet instrument merveilleux qu'est le billet de la Banque de France. N'y touchons pas. Ce serait une trahison que de porter à son crédit la moindre atteinte; or il n'y aurait rien de plus propre à en amerler la dépréciation que de créer à côté de lui un papier monnaie d'Etat dont l'émission élastique, forcément très élastique, serait soumise à toutes les influences parlementaires, et à toutes les faiblesses politiques. Nos finances publiques étaient dans un assez mauvais état quand la guerre nous a surpris pour que nous ne soyons plus tentés maintenant de nous lancer, en pleine guerre, dans une aventure dont sortirait le discrédit du billet de banque d'abord, la banqueroute nationale ensuite.

REVUE DE LA SEMAINE

Depuis sa réouverture, le 7 décembre, la Bourse a monté sans interruption jusqu'au début de cette semaine. Elle se trouve avoir regagné ainsi un niveau très suffisant pour les circonstances actuelles et un peu épousé ses réserves d'argent à placer. Si ce n'était sa voisine de Londres qui, venant seulement de se remettre au travail, y apporte des forces encore fraîches et entraîne en avant plusieurs groupes de valeurs dont la cote lui appartient, les groupes Brésilien et Argentin par exemple, il est bien probable que nous aurions à enregistrer cette semaine un tassement général et assez sérieux des cours. Un marché au comptant est livré aux exigences capricieuses de quelques demandes et de quelques offres; les intermédiaires s'opposent assurément à ce qu'il soit fait pour un ou deux titres qui restent à vendre ou à acheter des écarts manifestement déraisonnables: néanmoins la cote, sans la grande houle régulatrice du marché à terme, est forcément très ballottée par les petites opérations quotidiennes dès qu'il n'y a plus de courant irrésistible qui les oriente avec continuité.

Les nouvelles de la guerre, les circonstances extérieures, n'ont peut-être pas été complètement étrangères à la faiblesse de cette semaine; cependant le marché obéit surtout à des raisons qui lui sont propres. Il y a six semaines, les cours étaient bas: le public n'avait rien pu acheter depuis trois mois et il était d'autant plus porté à le faire qu'il avait de l'argent dans ses tiroirs et que les revenus étaient rares. Maintenant, ces disponibilités s'épuisent et les cours sont élevés: l'abandon du moratorium par les grands établissements de crédit rend bien la liberté à la partie des dépôts qui en était encore frappée, mais elle n'était pas plus complètement inutilisée avant qu'elle ne devint complètement utilisable après cette libération; les paiements reprennent graduellement partout et il leur faut bien un fonds de roulement.

L'activité des transactions a donc bien diminué cette semaine, et pour la première fois depuis le

7 décembre les offres l'ont emporté sur les demandes. Ce qui est le plus regrettable à constater, c'est que la faiblesse est venue du groupe de nos rentes qui a cédé sur des réalisations assez générales mais particulièrement importantes en 3 1/2. Ce malheureux 3 1/2 est vraiment la pierre d'achoppement à laquelle se heurte la reprise des affaires à la Bourse, et on n'attend pas de nous que nous en soyons surpris. Quand M. Ribot a entrepris de soulager le marché de cet emprunt mal né, il n'était guère libéré que d'un quart, était déprécié de 40 0/0 et pesait à peu près en entier sur une spéculation à court de ressources. Le ministre des finances ne voulut pas en trop faire et s'engagea seulement à reprendre le 3 1/2 pour 91 francs à la souscription de l'emprunt futur; il crut probablement avoir ainsi admirablement sauvé les intérêts sacrés du Trésor en taillant au plus juste. Malheureusement c'était si juste que ce fut trop et qu'il fallut y recoudre un morceau; le 3 1/2 était bien remonté de deux à trois points, mais cela ne changeait rien aux choses et les porteurs ne se libéraient pas. Y revenant donc, M. Ribot accorda des délais et offrit aux porteurs l'assistance de la Banque de France pour leur faire, sous forme d'une avance sur titres, les versements qu'ils ne pouvaient pas effectuer. Le 3 1/2 remonta encore un peu, très peu; il se fit bien quelques versements; mais décidément le stock ne s'est pas dispersé, le public est resté réfractaire parce qu'il aime les situations nettes et parce qu'il n'est pas banquier. Il faut être banquier pour acheter un titre non libéré, contracter un emprunt à la Banque et faire à l'Etat l'avance d'une somme qui ne se retrouvera que plus tard, on ne sait quand, au moment de l'emprunt futur. Demander au public de comprendre une pareille opération et compter sur lui pour la faire en grand, c'est manquer de la psychologie la plus élémentaire et perdre de vue le rôle qui appartient à chacun. Le public, en valeurs comme en toutes choses, est un consommateur auquel il faut des produits tout faits. Finalement, de demi-mesures en demi-mesures nous arrivons à l'échéance du 1^{er} février assignée par M. Ribot pour avoir libéré le 3 1/2 et n'être pas forcés au privilège de le produire pour 91 francs à la souscription de l'emprunt futur et il reste toujours des gens qui ont des paquets de 3 1/2, sont en retard pour les versements, hésitent à emprunter à la Banque de France au taux de 6 0/0 pour libérer un titre qui rapporte 3,80 0/0 et préfèrent vendre; le titre baissant, le public méfiant en veut de moins en moins. Quant aux banquiers, ils ont bien autre chose à faire en ce moment de leur argent que d'acheter du 3 1/2 et la plus-value même à attendre du titre n'est pas suffisante pour les engager à immobiliser leurs fonds.

Il nous sera permis, sans doute, de ne pas admirer le résultat de la manœuvre ministérielle que nous avions critiquée dès qu'elle a été exécutée et même avant.

Le 3 1/2, après avoir touché 87,50 au plus haut il y a une huitaine, fléchit donc à 86,50, et sa libération reste un problème. Cependant M. Ribot demande à porter l'émission des Bons de la Défense Nationale de 2 à 3 milliards, ce qui n'aide pas non plus au classement du 3 1/2; il eût été infinité plus simple de s'en tenir à cette émission de Bons du Trésor en augmentant ces trois milliards de quelques pauvres centaines de millions pour supprimer les versements à faire sur le 3 1/2 et solutionner ainsi une des difficultés les plus graves de la situation. Mais il aurait fallu prendre une décision.

Le public achète du 3 0/0 de préférence à du 3 1/2, ce qui achève de démontrer qu'il n'a rien compris à la combinaison compliquée de M. Ribot qui est celle d'un juriste. Le 3 0/0 ne perd que 10 centimes sur ses plus hauts cours à 73,40.

La grande favorite du marché est en ce moment l'action de la Banque de France, nous en avons dit il y a huit jours les raisons. Elle vient d'atteindre 5000 fr. La Banque est actuellement la forteresse financière de la France, et une forteresse qui, heureusement, est restée maîtresse de se défendre elle-même. C'est à cela qu'elle doit d'avoir pu constituer avant la guerre ses munitions d'or et défendre le crédit de son billet contre les sollicitations pernicieuses qui n'ont pas dû lui manquer. Pourvu que les nivelleurs n'entreprendront pas maintenant de lui prendre un peu de sa hauteur pour en combler les ruines dont ils sont responsables.

Très bonne tenue aussi de l'action du Crédit Foncier. Cet établissement n'a usé à aucun moment

et dans aucune mesure du moratorium. Il n'a pas réparti à la date habituelle de janvier son acompte de dividende, mais c'est seulement parce qu'il attendait de pouvoir le faire en pleine connaissance des résultats de l'exercice et de sa situation générale. On attend incessamment l'avis de répartition de cet acompte.

L'ensemble des actions de nos établissements de crédit n'a tiré aucun avantage à la cote de l'abandon du moratorium. Même le Crédit Lyonnais qui manifeste son retour à la liberté par le paiement du solde de son dividende afférent à l'exercice 1913, se tasse à 1170. Les dividendes de 1913 sont acquis puisque votés par l'Assemblée des actionnaires antérieurement à la guerre; ils ne préjugent rien quant aux dividendes de 1914.

Parmi les fonds d'Etats étrangers il n'y a guère de fermes que ceux que pousse le marché anglais qui a été très actif cette semaine. Ce sont surtout les fonds russes, brésiliens et à un moindre degré les fonds argentins; seule l'Extrême-orient est recherchée ici et monte très exagérément à 85,50 les moyennes coupées et à 84 les grosses; elle a le mérite de payer son coupon et c'est un grand attrait pour le menu public. L'Unifiée d'Egypte est, par contre, bien injustement déprimée à 86,50 environ. L'Italien paraît avoir retrouvé à 82, au moins momentanément, un arrêt à sa baisse. Les fonds russes sont fermes, mais peu activement traités à Paris.

Nos chemins ont dans l'ensemble éprouvé un peu de tassement, leur faible taux de capitalisation l'explique assez. Les chemins espagnols avaient été l'objet d'une hausse déraisonnable; ils sont en forte baisse: nous avions signalé que leurs recettes sont mauvaises, le change défavorable et qu'il faut prévoir une diminution des dividendes.

Dans les valeurs diverses on recherche les valeurs « de guerre ». Se méfier des tuyaux. Passe pour l'action Thomson-Houston qui n'est pas à proprement parler une valeur de guerre. Aux environs de 530, elle n'était pas à un cours en rapport avec les réserves sociales, la grande diversité des moyens de production et la grande activité que sera appelée à prendre la Société au retour de la paix. Mais beaucoup d'autres n'ont en vue qu'une activité momentanée et il ne leur suffira pas d'avoir eu momentanément des bus à tourner ou des produits chimiques à fabriquer pour devenir de belles affaires. Vive hausse des Phosphates de Gafsa, on ne saurait dire pourquoi. Valeurs de plomb en faveur continue, qui paraît bien exacerbée.

Le marché en banque a un peu travaillé les valeurs industrielles russes dont la Dniéprovienne et Toula sont les plus favorisées, très justement surtout en ce qui concerne la Dniéprovienne. L'action Monaco a fait un bond de 800 à 925 le cinquième sur la réouverture de la maison de jeu.

La coulisse songe à reprendre les opérations à terme, ce qui paraît s'expliquer surtout par la pauvreté de ses affaires au comptant. Mais comme la liquidation du 31 juillet n'est pas faite, le terme serait fin moratorium. Un peu vague comme échéance.

A LONDRES

Le marché de Londres a pris cette semaine une activité qui ne s'annonçait guère il y a huit jours et qui ne prend même pas sa source à New-York. Les grandes banques viennent de déclarer leurs dividendes pour 1914 et ils sont dans l'ensemble peu différents des précédents. Nous nous sommes assez expliqués sur la situation relativement avantageuse de l'Angleterre par rapport à celle de la France dans la guerre actuelle pour n'avoir pas à expliquer que ses banques n'ont pas à se préoccuper des mêmes pertes à amortir que les nôtres. L'argent à court terme est d'ailleurs à très bas prix sur le marché anglais; l'escampe hors banque est à 2 1/2.

L'emprunt de guerre 3 1/2 est un peu plus lourd à 94 1/2 et le Consolidé stationnaire à 68 9/16. Les chemins américains sont généralement en hausse. Les mines de cuivre, les valeurs de caoutchouc et les mines d'or n'enregistrent pas de grands progrès, mais sont fermes. Les valeurs de pétrole, surtout la Royal Dutch (Hollande), sont en hausse.

A NEW-YORK

La cote de New-York a d'abord été très irrégulière pour s'affermir ensuite. Il n'y a cependant de mouvement d'ensemble que sur les valeurs de caoutchouc qui ont monté avec ardeur sur la concession faite par l'Angleterre au commerce américain en ce qui concerne l'exportation de cet article qu'elle cesserait de considérer comme con-

trebande de guerre. Les valeurs métallurgiques, la Steel surtout, ont ensuite trouvé faveur sur le bruit que les Compagnies de chemins de fer se décideraient à reprendre leurs travaux et à faire des commandes à la métallurgie qui en est sevrée depuis si longtemps. Enfin le marché monétaire est tout à l'aise parce qu'il n'est plus question d'exporter de l'or à l'étranger : au contraire, il en vient et d'un peu partout, de France, d'Angleterre, de Chine même, ce qui ne s'était encore jamais vu et fait beaucoup jaser, et enfin... d'Allemagne. L'Amérique nourrit et munitionne tout le monde. C'est son droit, mais alors comment n'est-elle que ses exportateurs fassent de la contrebande de guerre ? Voici quelques cours :

Atchison Topeka, 94; Canadian Pacific, 156 1/2; Chesapeake and Ohio, 42 1/4; Chicago Milwaukee, 88; Erie Railroad préférence, 34 5/8; Illinois Central, 107; Louisville et Nashville, 117; New-York Central, 88 5/8; Ontario, 22; Pennsylvania, 104 7/8; Reading, 147 1/8; Southern Railway, 151 1/2; Southern Pacific, 83 1/2; Union Pacific, 118 7/8; Amalgamated Copper, 54 1/2; American Smelting, 59 3/4; Anaconda Copper, 26 5/8; Steel, 51 5/8.

Chronique des Mines d'Or

Aucune modification bien sensible n'est à signaler sur le marché des mines d'or où les affaires restent clairsemées.

Les bénéfices des mines du Rand, en décembre, ont été dans l'ensemble, un peu moins satisfaisant. La production n'a été que de 695.000 onces contre 715.000 onces en novembre. La valeur totale est de £ 2 millions 952.700 contre £ 3.040.000.

Dans le groupe Modderfontein, la New Modderfontein a obtenu £ 58.000 de bénéfice et en décembre £ 57.000. La Modderfontein B, qui avait eu £ 42.000 de bénéfice en novembre, en a obtenu £ 44 700 en décembre. La City Deep est également en progression d'un mois à l'autre de £ 39.000 à £ 41.000.

A la Crown Mines, les bénéfices de décembre sont de £ 74.000 au lieu de £ 90.000 en novembre. En ce qui concerne l'East Rand, le profit complet, y compris les slimes accumulés, s'est élevé à £ 70.000 en novembre et à £ 62.000 en décembre, ce qui est inférieur à la normale. Le prix de revient s'est élevé de 17 sh. à 19 sh. la tonne.

Nous avons, il y a huit jours, donné les résultats obtenus par la Ferreira Deep pour l'exercice 1913-14, terminé le 30 septembre. En ce qui concerne les perspectives de l'exercice en cours, l'ingénieur-conseil fait remarquer, dans son rapport, que la mine d'affleurement (la vieille Ferreira) est maintenant tout à fait épuisée, ce qui pourrait avoir une influence sur les bénéfices, mais si les puits de Deep Level peuvent fournir une production égale à celle des deux derniers exercices, la différence dans les bénéfices ne sera pas considérable. Cependant, l'exercice n'a pas bien débuté, car les frais d'exploitation ont augmenté et un glissement de terrain s'est produit dans une partie de la mine, de sorte que les broyages seront affectés, par ce fait, pendant plusieurs semaines. C'est pourquoi le bénéfice de décembre n'a été que de £ 26.600 contre £ 47.000 en novembre.

Il s'est produit cette semaine quelques changements notables dans les postes les plus élevés d'ou l'on gouverne trois de nos grandes Sociétés de crédit, la Banque de Paris, la Société Générale et le Comptoir National d'Escompte.

A la Banque de Paris, M. Noetzelin a résigné ses fonctions de président du Conseil tout en y conservant sa place d'administrateur et sa succession a passé à M. Girolet que ne désignait pas seulement sa qualité de Français de vieille souche pour nationaliser un peu une banque qui avait besoin de l'être. M. Girolet est une des figures les plus éminentes de l'industrie française : sa carrière s'est faite surtout dans l'administration de plusieurs grandes Compagnies de chemins de fer et notamment dans celle de la Compagnie du Nord dont il est le vice-président très actif. Il a joué un grand rôle dans l'extension de l'industrie électrique en France : président de l'important secteur Rothschild (Eclairage et Force par l'Electricité), il a été un des principaux organisateurs de la Compagnie Parisienne de Distribution d'Électricité, le nouveau concessionnaire de l'éclairage électrique à Paris. Il apportera à la Banque de Paris la respectabilité et l'esprit de travail consciencieux qui sont indispensables à la tête d'une maison de cette importance.

M. Turrettini devient administrateur et vice-président de la Banque de Paris en y conservant ses fonctions de directeur général.

Ala Société Générale, M. Dorizon prend sa retraite en qualité de président honoraire et résigne par con-

séquent ses fonctions de président effectif qu'il occupait depuis peu de temps du reste, car le grand rôle qu'il a joué à la Société Générale lui a appartenu surtout pendant les longues années qu'il y a passées en qualité de Directeur général. C'est une des personnalités les plus marquantes de la finance française qui disparaît.

Comme celles de tous les hommes d'initiative et d'action, la personnalité de M. Dorizon n'est pas facile à dégager d'un trait : elle est complexe. Dans ce doux pays de France où l'érudition classique est pourtant d'intelligences trop affinées, un mol oreiller où elles s'endorment bercées d'honneurs, c'est une distinction, mais en même temps un danger, d'avoir du tempérament et d'être quelqu'un ; M. Dorizon fut essentiellement quelqu'un. D'une ardeur qui ne redoutait pas plus le travail que la lutte, il ne s'est jamais arrêté devant un obstacle. Au contraire, l'affaire à tirer d'embarras, l'entreprise difficile à mener à bien séduisait d'abord sa vive intelligence ; et, d'ailleurs, ayant la noble passion d'être utile, il n'était pas des habiles qui attendent pour aider les autres le moment de les recueillir comme épaves. Cette activité souvent généreuse s'est parfois trompée ; les Pereire aussi se sont trompés, et M. de Lesseps, et la plupart de ceux qui ont agi. Souhaitons pourtant que de cette race d'hommes qui osent prendre des responsabilités, la graine en France ne devienne pas trop rare ; elle n'est pas abondante parmi nos financiers.

La présidence de la Société Générale a été donnée à M. Guernaut, directeur honoraire au Ministère des finances, sous-gouverneur honoraire de la Banque de France.

Au Comptoir National d'Escompte, M. P. Boyer qui était déjà administrateur en même temps que directeur, est nommé vice-président du Conseil conjointement avec M. Ullmann qui l'était déjà.

On annonce que le Cercle de Monaco, qui avait fermé ses portes au début de la guerre, a repris tout récemment son exploitation. Au 31 décembre 1914, les recettes s'élevaient à 41.757.962 fr., en diminution de 10.576.676 fr. sur celles de l'année précédente.

LES EMPRUNTS DE GUERRE

En Russie. — On annonce de New-York qu'un groupe de banquiers américains, dont M. Morgan, vient de consentir à la Russie un emprunt de 12 millions de dollars. Bien évidemment il ne s'agit pas par cette soixantaine de millions de francs de prêter à la Russie de quoi continuer une guerre dont les dépenses se chiffrent par de nombreux milliards. Cette petite opération a seulement pour but de fournir à la Russie le change dont elle a besoin pour payer ses approvisionnements en Amérique et la dispense de faire des envois d'or.

On sait qu'une combinaison de même genre était à l'étude ici pour permettre aux Sociétés Russes dont les titres sont répandus en France, en Belgique et en Angleterre de continuer à en faire le service. Il fallait aussi mettre le Gouvernement russe à même de régler les fournitures qui lui viennent de ses alliés. On annonce que la solution approche et que deux comptes d'avances, chacun d'un milliard, vont être ouverts au Trésor russe à Londres et à Paris incessamment.

ENTREPRISES EN SOUFFRANCE.

Argentine Railway. — La liste des entreprises en souffrance s'allonge partout et particulièrement en Argentine. L'importante Compagnie de l'Argentine Railway vient de se déclarer hors d'état de continuer le service des £ 1.500.000 montant de ses obligations 6 0/0 et dans l'obligation de laisser impayé le coupon du 1^{er} février prochain. Ils se forme déjà, dit-on, un comité de porteurs pour la sauvegarde de leurs droits.

Barcelona Traction. — Cette Société, dont nous avons annoncé la suspension de paiements le 20 décembre, a été déclarée en liquidation judiciaire.

LES COUPONS DES VALEURS BRÉSILIENNES

La crise qui sévissait au Brésil s'est accrue, depuis que l'Europe est en guerre, à tel point que le Gouvernement brésilien a dû suspendre encore une fois le service de sa dette extérieure et imposer à ses créanciers, comme en 1898, un arrangement que nous avons déjà exposé précédemment.

Nombre d'Etats brésiliens qui, à l'exemple du Gouvernement fédéral, avaient profité, peut-être sans assez de ménagements, des bonnes dispositions des capitalistes européens à leur égard, l'ont imité jusqu'au bout et n'ont pu faire face à leurs engagements, ainsi que de nombreuses entreprises industrielles qui ont été ou atteintes directement par la crise ou privées des garanties d'intérêts à elles dues soit par le Brésil, soit par les Etats qui le composent.

Voici du reste, parmi les obligations des différents Etats brésiliens ou des entreprises brésiliennes cotées à Paris, celles dont le service a été jusqu'ici

assuré (la liste inverse étant, hélas ! beaucoup trop longue) :

Etat de Paraná 5 0/0 or 1905 et 5 0/0 or 1913; Etat de Pernambuco 5 0/0 1909; Etat de Rio Grande do Norte 5 0/0 or 1910; Etat de São Paulo 5 0/0 or 1907 et Bons du Trésor 5 0/0 1913; Banque de Crédit Hypothécaire et Agricole de l'Etat de São Paulo; Crédit Foncier et Agricole de Minas Gerais; Société Immobilière et d'Assainissement de Rio-de-Janeiro.

Nous donnons, ci-dessous, quelques renseignements sur certaines obligations, dont le service a été suspendu :

Etat d'Alagoas. — En juillet dernier, cet Etat faisait annoncer, qu'à sa demande, une instruction était ouverte à l'effet de vérifier les conditions dans lesquelles s'était effectuée l'émission de l'emprunt de 1906 et que, dès que la marche de l'instruction le permettrait, il « ferait connaître les conditions dans lesquelles les services financiers de l'emprunt pourraient être repris ». L'instruction doit suivre son cours, car le paiement des intérêts est toujours suspendu.

Etat d'Amazonie. — Après avoir annoncé le paiement du coupon de l'emprunt 5 0/0 1908, à l'échéance du 1^{er} novembre, l'établissement chargé du service de cet emprunt, se conformant à des instructions reçues depuis du Gouvernement de l'Amazonie, a déclaré que le paiement du coupon était ajourné. Le fonds affecté spécialement à la garantie du service de l'emprunt s'élevait à 4.200.000 fr., alors que le paiement du coupon de novembre ne demandait que 2 millions, les porteurs d'obligations ont protesté contre la décision prise par le gouverneur de l'Amazonie. Les protestations sont restées jusqu'ici sans effet.

La situation économique et financière de l'Etat de l'Amazonie est particulièrement affectée par la crise du caoutchouc. Le budget de cet Etat, pour l'exercice 1913-14, prévoit aux recettes 15.900.000 fr. et aux dépenses 18.700.000 fr.

Etat d'Esprito-Santo. — Deux emprunts de cet Etat sont cotés à Paris, l'un à la cote officielle, le 5 0/0 1894, l'autre à la cote en banque, le 5 0/0 1908. Ni l'un ni l'autre n'ont payé leur coupon à l'échéance du 1^{er} novembre. Il n'y a à la rien qui doive étonner si l'on s'en rapporte au dernier message du président de l'Etat, qui avoue, avec une touchante ingénuité que les ressources financières de l'Etat ne lui assurent pas un revenu suffisant pour verser une garantie d'intérêt à toutes les Sociétés ayant un contrat avec le Gouvernement. Il n'y a pas de raison pour que les porteurs d'obligations de l'Etat lui-même soient mieux traités.

Dans son message, le président affirme que la Société Auxiliaire de Crédit qui a procédé à l'émission de l'emprunt de 1908, alors qu'elle n'était que Banque Ch. Victor et C^{ie}, n'a pas rempli ses engagements. Elle n'aurait pas donné à l'Etat le quitus de la Banque de Paris et des Pays-Bas de la totalité des obligations de l'emprunt 1894 que la Banque Victor dit avoir rachetées et dont elle a débité l'Etat pour 13.600.370 fr. Le président en conclut que le rachat n'a pas été effectué, et déclare qu'au 11 mars 1914, la Banque de Paris possédait encore 17.179 obligations de l'emprunt 1894. Bref, l'opération n'aurait laissé dans les caisses de l'Etat que 5.141.105 fr., alors que le nominal de cet emprunt est de 30 millions.

De son côté, la Société Auxiliaire de Crédit a obtenu du Tribunal de la Seine un jugement condamnant l'Etat à lui verser une indemnité de 500.000 fr., pour ne pas avoir mis toute la diligence nécessaire à obtenir la cotation de l'emprunt à la Bourse de Rio. L'Etat refuse de se soumettre à cette sentence, le contrat prévoyant que les contestations seraient tranchées par des arbitres, et, dit le message, « l'affaire, confiée à un avocat, suit son cours. »

Etat de Maranhao. — L'économie de 100.000 francs réalisée par cet Etat sur le service de l'emprunt de 1910 en obtenant la restitution de 4.000 obligations indûment remises à l'entrepreneur des travaux de salubrité, n'a pas été suffisante pour lui permettre d'effectuer le service de sa dette. La création d'un funding serait à l'étude.

Etat de Para. — Très atteint par la diminution des exportations de caoutchouc, cet Etat, qui n'a pu faire face au paiement des coupons de janvier, étudierait également un projet de funding.

Ville de Bahia. — Un emprunt de 27.500.000 fr. est coté au marché en banque. Le paiement du coupon du mois d'août étant resté en suspens, la Société Civile des obligataires de la Ville de Bahia a requis, en septembre, du juge fédéral de l'Etat, un mandat de saisie contre la municipalité pour garantir le paiement du coupon échu par les sommes perçues sur les impôts d'industries et professions. Le Préfet s'étant opposé à la saisie, la situation n'a pas subi de modifications.

Chemins de fer Sud-Ouest de l'Etat de Bahia. — Cette Compagnie s'est trouvée dans l'impossibilité de faire face au service de ses obligations, car elle n'a pu négocier les traités remises par l'Etat de Bahia à titre de subvention et elle a subi des pertes par suite des travaux de réfection d'une partie des lignes atteintes par les inondations, par suite également de la faillite de la maison Fry Myers et de l'insuffisance de ses recettes. Le Comité de défense qui a été constitué a élaboré un projet de réorganisation qui sera rendu exécutoire si les tribunaux anglais estiment qu'un nombre suffisant d'obligataires l'a accepté, et dont voici les grandes lignes :

Les obligations actuelles 6 0/0 de £ 20 ou 503 fr. seront échangées chacune contre une obligation « first mortgage » à revenu fixe 6 0/0 de 251 fr. 50 et une deuxième obligation 6 0/0 à revenu variable de 251 fr. 50, participant aux bénéfices. Les coupons de ces deux séries d'obligations seront payables en espèces à partir du 1^{er} septembre 1915. Toutefois, la Compagnie peut remplacer le paiement en espèces des coupons des obligations à revenu variable, pour six coupons desdites obligations (à choisir du 1^{er} septembre 1915 au 1^{er} mars 1919), par un paiement en fractions d'obligations. Pour chacun de ces six coupons, la Compagnie peut, en effet, donner des bons représentant 1/30^e d'obligation « first mortgage » de 251 fr. 50. Ces bons seront échangeables contre des obligations « first mortgage » à raison de 30 bons pour une obligation. Le paiement des coupons du 1^{er} septembre 1914 et du 1^{er} mars 1915 des obligations actuelles se fera également en bons d'obligations nouvelles « first mortgage » lors de l'échange des anciennes obligations contre les nouvelles.

Les nouvelles obligations à revenu variable ont droit, une fois leurs coupons payés, à des coupons additionnels équivalant à un quart des dividendes à distribuer aux actionnaires (le montant de ces coupons additionnels ne pouvant toutefois dépasser 3 0/0).

La Compagnie s'engage, d'autre part, à ne payer aucun dividende à ses actionnaires tant qu'elle n'aura pas réduit sa dette obligataire à £ 5.000 (125.000 fr.) par kilomètre, et s'engage à constituer avant le paiement de tout dividende, un fonds de réserve de £ 10.000 (250.000 fr.) pour le rachat de ses obligations ou la construction de lignes nouvelles. Les obligataires obtiennent le droit de nommer deux administrateurs. Enfin, la Compagnie renonce à émettre de nouvelles obligations sans le consentement des obligataires.

Le texte complet du plan est déposé au siège du Comité de défense (Banque Française des Etats-Unis et de l'Amérique du Sud, 18, rue des Pyramides).

Chemin de fer de Dourado. — La Cour d'Appel de São Paulo vient d'adopter plusieurs décisions de principe importantes dans les différentes actions intentées par les banquiers représentants des porteurs d'obligations et les créanciers de la faillite de la Compagnie du Chemin de fer du Dourado. Le jugement d'appel a fixé au taux d'émission le taux de remboursement des obligations en cas de faillite (en principe 93 0/0). Ce jugement modifie la décision prise antérieurement par l'Assemblée des créanciers qui l'avait fixé à 84 0/0, prix net auquel les banquiers avaient pris ces obligations.

Port de Para. — Cette Compagnie n'a pas trouvé les fonds nécessaires pour le paiement du coupon des obligations échéant le 1^{er} janvier. Le ministre des Travaux publics du Brésil a prorogé de deux ans le délai fixé à la Compagnie pour l'expiration des travaux stipulés dans son contrat, exception faite des travaux d'amélioration de Ver-o-Peso, qui devront être achevés dans le délai d'un an.

Port de Bahia. — Faute de capitaux, le coupon de septembre n'a pas été payé. Considérant que la Compagnie était à même d'assurer les services du Port, le ministre des Travaux publics l'a autorisée à percevoir la taxe de 2 reis 1/2 par kilogramme de marchandise embarquée et débarquée.

City of São Paulo Improvements. — C'est dans l'intérêt des obligataires, d'après les administrateurs de cette Société, que le coupon des obligations 6 0/0 échéant le 30 septembre a été ajourné. « La situation financière de la Compagnie est saine, ont-ils déclaré, mais le fonds de roulement doit être conservé pour aménager les terrains qui garantissent les obligations et rendre ces terrains ainsi réalisables. » C'est l'application d'une théorie nouvelle sur le caractère des obligations, que nous n'avions encore vue dans aucun traité de droit commercial.

BANQUE FRANÇAISE DU RIO DE LA PLATA

Nous avons annoncé, dans le n° du 30 août, que la Banque Française du Rio de la Plata s'était vue, dès le 12 août, dans la nécessité de suspendre ses paiements. Le moratorium en Argentine ne s'appliquant pas aux dépôts dans les banques, elle succombait à un run de ses déposants auquel elle s'était trouvée dans l'impossibilité de faire face par suite de la trop grande immobilisation des capitaux dont elle avait la gestion.

Cependant, la situation de la Banque n'était pas forcierement mauvaise. Elle a réussi à éviter la mise en liquidation judiciaire et à mettre sur pied un concordat qui semble assurer aux créanciers le remboursement intégral de ce qui leur est dû avec un peu de temps que compensera un modeste intérêt de 4 0/0.

L'assemblée des actionnaires s'est tenue le 9 novembre à titre extraordinaire; elle a commencé par recevoir la démission des anciens administrateurs et en nommer de nouveaux. Le Conseil qu'elle a élu est ainsi composé :

MM. Gaston Fourvel-Rigolleau, président; Albert Chevet, vice-président; Charles Pradère, secrétaire; Henri Beccuerel, Narcisse Laclau, Alfred Lagache,

Justin Lagarde, Jesn-Pierre Passicot, Albert Soulgac, administrateurs; Charles Dupont, syndic.

La plupart des nouveaux administrateurs sont de gros créanciers et de forts actionnaires de la Banque. Plusieurs d'entre eux ont une grande fortune.

Dès son entrée en fonction, le nouveau Conseil a cherché à prévenir une liquidation judiciaire qui, au milieu de la crise qui sévissait en République Argentine, eût été désastreuse. A cet effet, il a établi un projet de concordat qui permettra, on l'espère, de réaliser sans précipitation l'actif nécessaire au remboursement des créances exigibles. Ce concordat a été soumis à une assemblée des créanciers le 28 décembre, qui l'a approuvé à une très forte majorité. Il était, d'ailleurs, signé d'avance et appuyé par les plus gros créanciers, au nombre desquels la Banque de la Nation.

Le nouveau Conseil espère que les délais prévus au concordat sont des délais extrêmes qui pourront être devancés, grâce à une amélioration de la situation économique du pays.

Plusieurs services de la Banque n'ont pas cessé de fonctionner, notamment le service des Titres et celui des Recouvrements pour compte de tiers, et les fonds provenant de ces opérations ont été régulièrement mis à la disposition des intéressés. A la prochaine assemblée annuelle des actionnaires qui va se tenir au mois de février, le Conseil exposera la situation exacte de la Société, les résultats de sa première période de gestion et son programme pour l'avenir.

Voici la situation de la Banque au moment où elle a suspendu ses paiements :

SITUATION AU 2 AOUT 1914		
	Piastres or	Piast. papier
<i>Actif.</i>	—	—
Actionnaires	71.988	»
Caisse	566.582 29	1.744.837 34
Fonds publics et titres	4.047.657 19	5.198.894 75
Propriétés et installations	6.548.110 84	344.195 49
Documents et crédits à encaisser	4.993.896 73	92.362.236 53
Débiteurs en gestion	63.489 22	4.363.358 42
Banque de la Nation, réescomptes	»	4.970.000 »
Lettres de change	1.143.240 72	»
Débiteurs pour garanties	123.666 70	1 »
Correspondants en Europe	406.086 56	»
Lettres de crédit	1.670 77	»
Timbres d'obligations	»	2.355 95
Librairie et machines d'imprimerie	»	50.603 06
Fonds publics échus	3.345	»
	17.969.734 02	109.036.482 54

RÉSUMÉ		
	Piastres papier	109.036.482 54
	Piastres or 17.969.734,02 à 0,44	40.840.304 59
<i>Passif.</i>		149.876.787 13
Dépôts à vue et à terme fixe	3.689.870 38	41.613.601 17
Correspondants en Europe	3.309.905 81	»
Banque de la Nation, effets escomptés	»	4.970.000 »
Dividendes à payer	29.671 80	»
Obligations à payer	62.666 92	748.817 27
Garanties données sur lettres de change	1.143.240 72	»
Garanties données pour compte de tiers	123.666 70	1 »
Lettres de crédit à payer	14.500 31	»
Impôts à payer	73.499 81	37.871 25
	8.447.022 45	47.370.290 69

RÉSUMÉ		
	Piastres papier	47.370.290 69
	Piastres or 8.477.022,45 à 0,44	19.197.778 29
		66.568.068 98

RÉSUMÉ GÉNÉRAL		
	Total actif	\$ 149.876.787 13
	Passif à déduire	66.568.068 98
	Excédent d'actif ..	\$ 83.308.718 15

Voici les conditions essentielles du concordat:

1^o Tous les créanciers seront intégralement remboursés avec l'intérêt à 4 0/0 de leur créance, calculé à compter du 1^{er} septembre 1914;

2^o Les paiements s'effectueront comme suit: 20 0/0 au comptant payés à partir du 15 janvier 1915, si le concordat est régularisé à cette date, ou quinze jours après sa régularisation si elle n'intervient qu'ultérieurement. Le surplus jusqu'au remboursement intégral par répartitions fixées et payées à des intervalles périodiques qui n'excéderont pas six mois à compter de la première répartition de 20 0/0, étant entendu

que la totalité des créances devra être définitivement remboursée avant le 31 décembre 1917;

3^o Lors de chaque répartition, les créanciers recevront l'intérêt prévu sur la somme qui restera due;

4^o Une Commission de contrôle sera nommée pour la réalisation du concordat et sera composée comme suit: Banque de la Nation, Banque de l'Union Parisienne, Mercado central de Frutos.

Cette Commission aura tous les pouvoirs pour le contrôle des opérations, pour l'examen des livres et des documents, pour tenir sur les rentrées de la Banque les sommes nécessaires aux remboursements périodiques.

La Banque ne pourra faire aucune opération qui serait jugée par la Commission de contrôle susceptible de modifier l'actif d'une façon quelconque, sans l'approbation préalable de l'unanimité des membres de la Commission de contrôle, le Président de la Caisse de Conversion tranchera le différend sans appeler.

La Commission de contrôle aura la faculté d'assister aux réunions du Conseil d'administration ou de s'y faire représenter par un délégué, aux frais de la Banque. Elle pourra également se présenter en justice, aux effets de l'article 22 de la loi sur les faillites.

Dividendes et Coupons

Crédit Lyonnais. — L'abandon du moratorium par nos établissements de crédit leur permet de reprendre leur distribution de dividendes. Le Crédit Lyonnais annonce ainsi pour le 20 janvier la mise en paiement du solde de son dividende de 1913 dont l'échéance avait été primitivement fixée au 25 septembre. Ce solde est de 32 fr. 50 brut, 29 fr. 70 net par action au porteur; il sera payé contre remise des deux coupons portant les n° 36 et 37, parce que le coupon n° 36 avait été par erreur détaché d'avance dans certains établissements.

Caisse Hypothécaire Canadienne. — La Caisse Hypothécaire Canadienne continue à faire régulièrement le service de ses obligations. Mais, en raison du moratorium qui sévit en certaines provinces du Canada et aussi de celui qui est toujours en vigueur en France dans certaines banques, elle a dû renoncer pour cette année à toute répartition de dividende. Les bénéfices sont, d'ailleurs, simplement reportés à nouveau, ce qui permettra d'en faire librement l'emploi l'année prochaine.

Chemin de fer Métropolitain. — La Compagnie du Métropolitain a payé, à l'échéance du 1^{er} janvier, le coupon de ses obligations; mais elle a ajourné le remboursement des obligations sorties aux derniers tirages; elle sera par là même dans l'impossibilité de distribuer un dividende si elle n'a pas régularisé cette situation d'ici à son Assemblée qui se tient généralement en mai.

Tramways de Buenos-Ayres. — De la meilleure source on nous avise que cette Société, dont le siège social est malheureusement à Bruxelles, aurait réussi à tenir son Assemblée annuelle le 21 novembre et qu'à cette réunion il aurait été décidé en principe de distribuer les mêmes dividendes que l'année dernière, soit 7 fr. 25 aux actions de capital, 2 fr. 75 aux actions de dividende et 12 fr. 40 aux vingtièmes de parts de fondateur, mais que, en raison des circonstances, la mise en paiement de ces dividendes serait différée. Sous réserve.

Raffinerie et Sucrerie Say. — Ce n'est pas avant la fin de février et non la fin de janvier, comme il l'avait tout d'abord annoncé, que le Conseil d'administration de la Société des Raffinerie et Sucrerie Say convoquera l'Assemblée qui, normalement, se tient en décembre. Il estime, en effet, que les complications de la campagne sucrière commencée le 1^{er} octobre ne semblent pas permettre de proposer, dès à présent, la répartition des bénéfices nets de l'exercice clos le 30 septembre dernier, qui s'élèvent à 2.120.000 fr. environ, contre 4.495.000 et 1.644.000 fr. pour les deux exercices précédents.

Assemblées et Bilans

Banco Español du Rio de La Plata

L'Assemblée du Banco Español du Rio de La Plata s'est réunie à Buenos-Ayres le 27 août dernier. L'exercice clos le 30 juin a laissé un bénéfice de (monnaie légale) piastres 12.563.098 72 (ou 27.638.817 fr. 18), sensiblement inférieur à celui de l'exercice précédent qui avait été de piastres 13.820.655 83 (30.405.442 fr. 82). Le dividende, qui avait été l'année dernière de 12 piastres, à raison de 6 à chaque semestre, a été fixé à 11 piastres seulement cette année, la réduction portant seulement sur le second semestre dont le coupon se trouve ainsi être de 5 piastres.

(Suite page 31).

Relevé des Cours de la Bourse du 9 au 15 janvier 1915

	Samedi 9 janv.	Lundi 11 janv.	Mardi 12 janv.	Mercredi 13 janv.	Jeudi 14 janv.	Vendredi 15 janv.		Samedi 9 janv.	Lundi 11 janv.	Mardi 12 janv.	Mercredi 13 janv.	Jeudi 14 janv.	Vendredi 15 janv.
Pena Copper, coup. 25.....	19 25	...	Spassky Copper coup. 5 et 10.....	56 ..	55 50	55 50	55 25	54 75	53 50
Randfontein, coup. 25.....	...	...	...	20 ..	...	— coup. 25.....	54 50	54 50	54 50	54 50	53 50	52 50
Rand Mines, coup. 5.....	126 ..	127 ..	127 ..	126 50	127 ..	126 50	Spies, coup. 25.....	19 75	20 ..	20 ..	19 75	19 75	19 75
— coup. 25.....	124 ..	126 ..	125 ..	125 ..	125 ..	124 ..	Tharsis, unités.....	169 ..	169 ..	170 ..	170 ..	167 ..	170 ..
Ray Consolidated.....	92 ..	92 ..	92 ..	93 ..	...	— coup. 5 et 10.....	160 50	162 50	162 ..	164 50	163 ..	163 ..
Robinson Deep, coup. 5.....	...	...	...	...	...	Transvaal Consol.....	...	...	...	...	...	...
Robinson Gold, coup. 5.....	...	...	...	...	53 ..	...	Toula, coup. 40.....	...	...	909 ..	895 ..	...
Rose Deep, coup. 10.....	...	...	...	...	...	— unités.....	940 ..	945 ..	935 ..	909 ..	895 ..	890 ..
San Miguel Copper Mines.....	...	...	...	...	...	Tubes et Forges de Sosnowice.....	...	...	...	...	...	...
Shansi (Pekin Syndicate), coup. 5.....	21 ..	...	20 50	20 ..	...	Utah Copper, coup. 25.....	255 50	...	...	261 ..	...	...
— coup. 25.....	19 ..	19 ..	18 50	19 ..	19 ..	Van Ryn Gold Mines Estates.....	...	...	...	...	...	...
Simmer and Jack.....	...	...	...	...	...	Village Deep.....	...	...	...	...	...	...
Spassky Copper, unités.....	59 ..	59 ..	58 50	55 50	58 ..	Village Main Reef, coup. 25.....	40 ..	...	41 ..	40 25	...	...

FONDS D'ETATS, PROVINCES, VILLES

Les cours de Vendredi sont précédés d'un *

Argentin 5 0/0 1903 Intérieur.....

Brésil 5 0/0 1903

Buenos-Ayres 6 0/0 Int. Cons., coup. \$ 400

Colombie 5 0/0 or 1906 (Savane).....

— 6 0/0 or 1911.....

Cuba 5 0/0 or 1904, coup. \$ 500

Dominican 3 0/0 or 1908, coup. \$ 400

Maranhao 5 0/0 or 1910.....

Mendoza 5 0/0 or 1909.....

Pernambuco 5 0/0 or 1909.....

Roumain 5 0/0 1903

Russe 3,80 0/0 (Crédit Foncier Mutual), un.....

San Juan Ext. 5 0/0 1909.....

Bahia (Ville de) 5 0/0 1912.....

Copenhague 3 1/2 1902

Christiania 3 0/0 1897

Moscou 3 0/0 1908-1909

Odessa 4 1/2 1903, unités.....

Petrograd 4 1/2 0/0 1902

Pétrograd 5 0/0 1908

Stockholm 4 0/0 1908

— 1909 3 1/2 différencé

Varsovie 4 1/2

Crédit Foncier Egyptien 3 0/0 anc.....

— 400.001 à 800.000

244 ..

Cours de la semaine

Taganrog (Soc. Métall.)

Tubes et Forges de Sosnowice

Usines Franco-Russe

Usines Métallurgiques de St-Pétersbourg

Albi

— parts

Blanzy

Bruay

— dixième

Ekaterinovka

Nord d'Alais

— priorité

Prokhorow priv

Catemou ord

Huelva Copper

Montecatini, unités

San Platon

— parts

Ouasta-Mesloula

— parts

Rouina (Algérie) (Fer)

Huanchaca

La Lucette (Soc. Nouv. des Mines de)

Las Dos Estrellas, jouissance, un

Occidentale de Madagascar

— parts

Kinta (Etains de), act. de jouiss

— parts

Naragula, coup. 23

Sestao (Ciments de)

Annales Politiques et Littéraires

Nelson Ainé

Sumatra (Caoutchouc)

Cinéma Omnia, prior

Casinos de Nice

Cercle de Monaco, entier

— cinquième

Brasserie et Taverne Zimmer

Sucreries « Coloso » de Porto-Rico

Vins et Spiritueux (Soc. Hellénique)

California Petroleum Corp., privil. 7 0/0

Columbia

Franco-Wyoming, préf

— ordin

Grozny, priv

— ordin

Mexican Eagle Oil Cy Ltd, préf. 3 0/0, c. 5

North Caucasian, coup. 25

Omnium International de Pétroles

Spies Petroleum

Steaua Remana

Bastos (Tabacs)

360 ..

Chalets de Nécessité (jouis)

Porcher (Etablissements)

Sud Russie

Brakpan Mines, coup. 25

Primrose (New)

Tanganyika

Obligations :

Algoma Central 5 0/0

Andalous-Séville-Xérès grise rev. fine

Asti-Chivasso 4 0/0

— 4 1/2

Equateur 5 0/0

Missouri Oklahoma 4¹/₂ hyp

Nord Brésil

Nord du Paraná 5 0/0

Nord-Ouest du Brésil 5 0/0 int. fixe 3 1/2 0/0

— 80001 à 98500

Nord-Est Espagne 5 0/0

Pernambuco 5 0/0 or (Cie gén. de)

Porto-Rico 3¹/₂ hypoth. estamp

Eaux de Beyrouth 5 0/0 net

Eclairage de la Nouvelle-Orléans 5 0/0

Électricité de Limoges 4 0/0

Hydro-Electrique des Bas-Pyrénées 4 1/2 net

Roubaisienne d'Eclairage 4 1/2

Gaz Franco-Belge 5 0/0

Gaz de Rosario 5 0/0 net

Donetz (Forges et Acieries) 4 1/2 0/0

— 4 1/2 net n° 12001 à 25643

— n° 25644 à 36302

Kassandra 5 0/0 net

Usines Ch. Vermot 4 1/2 net

Banco Popular Argentino 5 0/0 net

Crédit Hypoth. Agr. et Urb. d'Egypte 4 1/2

Cercle de Monaco 4 0/0 net

Gaumont (Etablissements) 5 0/0

Municipality of Para 6 0/0

Porcher (Etablissements) 4 25 0/0

— 74 ..

BOURSE DE LYON

Horme et Buire, 165; Kama, 1.115; Blanzy, 685; Péronnière, 415; Saint-Etienne, 443; Omnibus et Tramways de Lyon, 520; Produits Chimiques d'Alais, 960; Rochet-Schneider, 455; parts, 860; Bouble, 361; Bergougnan, 1.450; Tornilhon, 305; Moteurs Gnôme, 2.199; Usines du Rhône ord., 2.000; priv., 533.

COMPTE DE PROFITS ET PERTES

Crédit.

Intérêts et escompte	38.673.998 39	36.162.474 48
Change et commis- sions	8.762.792 76	8.362.035 04
Fr. 47.436.791 15	44.524.509 52	

Débit.

Frais généraux, divi- dendes aux parts de fondateur et amor- tissements.....	Fr. 17.031.348 33	12.561.409 72
Pertes et rabais	4.324.282 62	
Bénéfices de l'exercice	30.405.442 82	27.638.817 18

Fr. 47.436.791 15 44.524.509 52

Nous rappelons aux porteurs d'actions annuelles non libérées qu'un versement de fr. 35.60 doit être effectué avant la fin de l'année.

Usines Franco-Russes.

L'Assemblée de la Société des Usines Franco-Russes (anciens Etablissements Baird) est convoquée pour le 25 janvier. Le chiffre du dividende qui lui sera proposé pour l'exercice 1913-14 n'est pas encore fixé. L'an dernier, le dividende avait été de 35 fr., contre 25 fr. pour l'exercice 1911-12.

Voici les comptes comparés des deux derniers exercices :

BILAN AU 30 AVRIL

19

Fournisseurs, ouvriers et divers.....	5.382.280 37	4.036.262 17
Acomptes sur marchés en cours.....	22.459.905 40	42.877.000 »
Intérêts dus sur obligations.....	148.454 80	174.541 05
Amortissements.....	10.264.129 70	11.367.652 98
Réserve statutaire.....	372.234 24	428.100 66
— spéciale.....	16.306 58	17.625 59
Profits et pertes.....	995.637 21	1.008.388 90
Fr.	60.942.448 30	81.057.571 35
<i>Actif.</i>		
Terrains.....Fr.	5.033.059 53	6.551.425 27
Constructions diverses	6.675.273 65	6.768.672 90
Outilage.....	9.447.891 88	10.865.635 71
Mobilier.....	51.795 57	51.975 57
Matières de fabrication et d'entretien.	4.492.281 »	4.831.347 24
Produits fabriqués et en cours de fabrication.....	25.786.420 08	39.447.233 76
Débiteurs divers.....	3.855.348 74	4.161.728 17
Titres en dépôt, comptes divers, cautionnements.....	4.100.556 82	4.426.201 85
Caisse.....	162.706 »	142.786 35
Banquiers.....	1.260.098 67	3.237.727 05
Portefeuille.....	76.968 96	573.017 08
Fr.	60.942.448 30	81.057.571 35

Voici un tableau des bénéfices réels et des bénéfices apparents de la Société pendant les dix derniers exercices :

Bénéfices réels	Amortissements	Bénéfices nets apparents	Dividende
—	—	—	—
1904-05 2.000.215 94	1.644.425 05	355.790 89	12 50
1905-06 1.277.704 39	849.771 10	427.933 29	15 »
1906-07 1.249.949 16	819.108 25	430.840 25	15 »
1907-08 1.260.084 29	809.698 04	427.866 95	15 »
1908-09 730.271 39	281.337 80	426.186 92	15 »
1909-10 1.006.777 53	580.253 75	426.173 21	15 »
1910-11 1.228.452 »	660.003 92	568.411 22	20
1911-12 1.448.899 56	747.860 09	711.039 47	25 »
1912-13 1.437.520 92	441.883 71	995.637 21	35 »
1913-14 2.167.778 60	1.159.389 70	1.008.388 90	?

L'exécution du programme naval de l'Etat russe procure aux ateliers de la Société une grande activité : l'augmentation sensible des acomptes sur marchés en cours d'une part, et des produits fabriqués ou en cours de fabrication d'autre part, est la preuve d'une progression appréciable du chiffre des affaires.

Depuis la déclaration de guerre, les usines doivent également travailler dans des conditions satisfaisantes. Mais le Conseil ne voudra vraisemblablement pas donner beaucoup de détails sur les nouvelles commandes qu'il a reçues de l'Etat russe, soit en chaudières marines, soit en machines motrices, soit en douilles à cartouches. La discréption s'impose en cette matière, surtout pendant la période actuelle.

Minerais de fer de Krivoi-Rog.

L'Assemblée de la Société des Minerais de fer de Krivoi-Rog, tenue le 29 septembre, a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 juillet 1914, qui se soldent par un bénéfice net de 590.225 fr., déduction faite de prélèvements de prévoyance plus importants, croyons-nous, que ceux de l'exercice précédent qui s'élevaient à 1.731.737 fr. En raison de la situation actuelle, l'Assemblée a décidé d'ajourner à une date ultérieure la répartition des bénéfices, comme nous l'avions fait prévoir. L'an dernier, il avait été distribué un dividende de 45 fr., ce qui a demandé 1.215.000 fr.

Les exploitations de la Compagnie, en Russie, ne sont pas interrompues malgré la guerre. Leur siège est éloigné du théâtre de la guerre des opérations militaires. La mobilisation, qui a atteint une partie du personnel, en a laissé cependant suffisamment pour qu'on puisse maintenir le travail. Les demandes et les expéditions en charbon sont actives. Celles de fonte et de minerai souffrent un peu, d'une part, du fait de l'arrêt complet de l'industrie polonaise, d'autre part, de la difficulté d'obtenir des wagons pour le transport.

Raisin de Corinthe.

L'Assemblée de la Société Privilégiée pour favoriser la production et le commerce des Raisins de Corinthe, tenue fin décembre, a fixé le dividende de l'exercice clos le 9/22 août 1914 à 10 fr. net par action, contre 9 fr. 31 net l'an dernier, payable dès que le change nécessaire aura pu être réalisé.

Le bénéfice brut s'est élevé à 9.624.000 drachmes, contre 8.206.000 dr. pendant l'exercice précédent. Le bénéfice net s'est élevé à 961.000 dr. après paiement de la redevance complète de l'Etat, soit

4 millions de drachmes, et après affectation de 876.000 dr. aux amortissements. Pour l'exercice précédent, le profit net n'avait été que de 800.000 drachmes ; il n'avait été versé à l'Etat que 3.640.000 dr., les amortissements n'avaient été dotés que de 108.000 dr.

Gisements d'or de Saint-Elie.

L'Assemblée de la Société des Gisements d'or de Saint-Elie, tenue le 7 janvier, a approuvé les comptes de l'exercice clos le 30 juin 1914. Le bénéfice net, s'élevant à 178.000 fr., a été porté aux bénéfices mis en réserve, ce qui porte ce compte à 1.423.000 fr.

Société Commerciale de l'Ouest Africain.

L'Assemblée annuelle des actionnaires de la Société Commerciale de l'Ouest Africain s'est tenue le 8 décembre. Elle a fixé le dividende de l'exercice 1913-1914 à 25 fr., sous réserve de la faculté pour le Conseil d'en fixer la date de paiement.

Les bénéfices de cet exercice se sont élevés à 1.458.200 fr. Après déduction de tous frais et de 200.000 fr. pour amortissement, le solde disponible est de 628.000 fr. Une somme de 315.000 fr. est reportée à nouveau.

Nouvelles et Informations

BILAN DE LA BANQUE D'ALLEMAGNE

Voici le bilan de la Banque d'Allemagne au 7 janvier avec l'indication des changements survenus depuis le 31 décembre :

Encaisse métallique	En marks
totale.....	2.153.428.000 + 23.752.000
dont :	
Encaisse or seule.....	2.094.250.000 + 19.036.000
Compte du Trésor.....	547.065.000 — 327.935.000
Billets d'autres banques.....	9.118.000 + 3.806.000
Portefeuille.....	3.923.442.000 — 13.426.000
Avances.....	63.841.000 + 40.871.000
Circulation.....	4.673.290.000 — 266.609.000
Dépôts.....	1.630.143.000 — 126.764.000

Le change sur Berlin à New-York fait une rechute plus rapide encore que nous ne pensions : de 90 1/2 il y a huit jours il retombe déjà à 86 ; c'est une dépréciation de 10 0/0 à peu près exactement, le pair étant de 95.40.

CREMINS DE FER DE MADRID A SARAGOSSE ET A ALICANTE

Recettes du 1^{er} au 10 décembre 1914 3.401.149 23

— 1913 3.702.270 72

Déférence en faveur de 1913 301.121 49

Recettes du 11 au 20 décembre 1914 3.612.899 98

— 1913 4.054.458 37

Déférence en faveur de 1913 411.558 39

Recettes depuis le 1^{er} janvier 1914 124.477.740 61

— 1913 130.104.780 02

Déférence en faveur de 1913 5.627.039 41

CHEMINS DE FER DU NORD DE L'ESPAGNE

Recettes du 21 au 31 décembre 1914 4.479.390 66

— 1913 4.320.795 67

Déférence en faveur de 1914 158.594 99

Recettes depuis le 1^{er} janvier 1914 146.019.661 85

— 1913 154.795.627 51

Déférence en faveur de 1913 8.775.965 71

CHEMINS DE FER ANDALOUS

Les recettes de la Compagnie, pendant l'année 1914, se sont élevées à 28.864.103 pesetas, contre 29.255.777 pesetas en 1913, soit une diminution de 391.674 pesetas d'un exercice à l'autre.

COMPAGNIE FRANÇAISE DES CHEMINS DE FER DE SANTA-FÉ

Les recettes du mois de novembre 1914 se sont élevées à 1.491.600 fr., en diminution de 4.107.048 fr. sur celles de novembre 1913, ce qui porte la diminution des cinq premiers mois de l'exercice à 4 millions 105.716 fr.

CHEMIN DE FER SOUTERRAIN NORD-SUD DE PARIS

Les recettes de la Compagnie du Nord-Sud en 1914 se présentent ainsi :

Du 1^{er} janvier au 20 décembre... Fr. 8.613.956 95

Du 20 au 31 décembre..... 251.676 »

Du 1^{er} janvier au 31 décembre 1914... 8.865.632 95

contre en 1913..... 9.829.735 65

Diminution en 1914..... Fr. 964.102 70

RECETTES DU CANAL DE SUEZ

1914 1915

1.640.000	1.210.000
390.000	100.000
220.000	190.000
420.000	110.000
240.000	220.000
350.000	210.000
300.000	130.000
330.000	210.000

Du 1^{er} au 12 janvier... Fr. 3.990.000 2.380.000

CAPE COPPER CY

La production du Cape Copper pour le mois de décembre dernier s'est élevée, pour la mine Ookiep, à 89 tonnes de cuivre, et pour la mine Nababeep à 213 tonnes, soit ensemble 302 tonnes de cuivre, contre 297 tonnes pour le mois précédent.

COTE DES CHANCES

A Paris. — Londres, 25,04 à 25,19; New-York, 541 à 542; Suisse, 97, /, à 99, /; Italie 95 à 98; Hollande, 207 à 211; Espagne, 492 1/2 à 507 1/2; Roule 210 à 230; Scandinavie, 126 à 132.

A Londres. — Paris, 25,12; Amsterdam, 12; Lisbonne, 36; Madrid, 25,18; Italie, 25,90; Petrograd, 117 1/4; Stockholm, 19,30; Bombay, Cables transfert, 1/37 8; Calcutta, Cables transfert, 1/32 32; Hong-Kong, Cables transfert, 1/9; Shanghai, Cables transfert, 2/3 1/4.

A New-York. — Cable transfert 4,81 3/8.

Lisbonne. — Agio sur l'or, 50 0/0.

Madrid. — Paris, 2,14.

Rio de Janeiro. — Change sur Londres 14 3/16.

COURS DES MÉTAUX

A Londres. — Cuivre à 3 mois 60; Etain à 3 mois, 152 1/2; Plomb, comptant 18 23/32; Zinc, comptant 29 1/16; Argent métal, 22 11/16 l'once.

PRIX DES MARCHANDISES

Blé. — A Paris, 29,

1 Arbel (Etab.), obl. 4 0/0.....	9 60	8 90	6324	6936	7858	13435	28813	30488	1222448	1228707	1229867	1249281	1278799	1279901
— obl. 4 1/2.....	10 80	10 10	35659	42917	53394	53930	55938	58057	1316047	1329894	1378212	1384409	1384458	1392881
— obl. 5 0/0, cp. 2....	12 »	11 28	58789	68045	68481	70853	71573	73008	1396061	1447413	1455668	1494946	1527337	1537707
2 Atel. et Chant. de la Loire, a., c.45	26 40	23 78	75992	77754	86291	88168	95133	99903	1545454	1562615	1597392	1646038	1650157	1661658
1 Automobiles et Cycles Peugeot, ob.			106500	107907	110589	112564	113190	115322	1677196	1694310	1707775	1727453	1758910	1761392
5 0/0, cp. 27.....	12 »	11 375	124095	126818	130842	133961	137021	140299	1764911	1766895	1769157	1777000	1819254	1820183
3 Banque Hypoth. d'Espagne, a., c.71		Pes. 13 05	141946	143860	147129	152512	163933	172746	1837381	1851182	1858210	1899156	1922571	1929838
4 Banque Hypoth. Franco-Argentine,		act., cp. 9.....	175946	176621	209501	215595	215646	216718	1931764	1936923	1937385	1942850	1944664	1945339
6 Camp Bird préf., cp. 7.....		» » 0 86	224982	229702	235555	241537	244164	244477	1953054	1973185	1975878	1978778	500 fr.	
1 Cape Copper, act. préf.....		1 sh. 4	256994	260975	263646	269598	269974	276383						
15 Chalets de Commod., o. 5 0/0, c.22	7 20	6 80	285616	300262	302621	311559	312938	320814						
1 Chantiers et Atel. du Temple, obl.	12 »	11 25	331538	33132	341115	342203	360239	364318						
1 Docks de Marseille, obl.....	7 20	6 63	371272	374773	382054	383131	383960	387582						
1 Eaux du Sahel, act., cp. 22.....	11 »	11 »	391514	392422	395381	396686	397937	404346						
— obl., cp. 18.....	» »	8 97	407448	409735	435208	442386	447284	448740						
1 Electricité de Paris, obl., cp. 14.....	9 60	8 90	450342	454859	455994	458140	460635	461497						
1 Energie Electr. de la Basse-Loire,		obl. anc. 5 0/0, cp. 6.....	463109	463862	463933	472133	472238	474129						
1 Energie Electrique de Catalogne,		obl. 5 0/0.....	482657	488131	491694	492214	503600	514878						
1 Entrepôts et Magasins Généraux de		Paris, act. cap., cp. 60.....	515732	517643	519162	520013	528179	523588						
1 Etains de Kinta, obl., cp. 15.....	12 »	11 30	524091	528882	535079	543644	547223	563427						
2 Félix Fournier, obl. 4 0/0, cp. 21..	9 60	8 90	564076	570623	574251	580324	582825	584402						
1 Forces Mot. de la Loue, o. 4 1/2, c.2	11 50	11 25	584911	584940	596601	598567	1.000 fr.							
1 Forêt du Flamand, act., cp. 27....	14 40	13 65												
1 Fours à chaux de Lormandières et		Chaussairie, obl. 5 0/0.....	12 50	12 50										
1 Galvan. Rouennaise, obl. 5 0/0, c.4	12 »	11 225												
1 Gaumont (Etab.), obl., cp. 5.....		11 28												
4 Gaz et Eaux, obl. 4 0/0, cp. 44....	9 722	9 056												
2 Gaz de Madrid, obl., cp. 50.....		» » 9 50												
1 Gaz de Nangis, act. cap., cp. 28....		7 68												
— act. jouis., cp. 28....		2 88												
20 Gaz de Paris, act., cp. 13.....	4 80	4 515												
1 Gaz de Rochefort, obl., cp. 42....		» » 8 85												
1 Gaz de St-Étienne, obl. 5 0/0, c.3.	12 »	11 26												
1 Glacières de Paris, ob. 300 fr., c.29	7 20	6 75												
15 Imprim. de Vaugirard, obl. 4 1/2..	12 50	12 50												
1 Land Bank of Egypt :														
Obl. fosc. 3 1/2, cp. 19.....		8 75												
Obl. 4 0/0 1906, cp. 17.....		10 »												
1 Marconi Internat. Marine, o. 5 1/2		12 60												
Métallurgique de Bonneville, act.		15 »												
4 Métaux (C° F°), obl. 4 0/0, cp. 46.	9 60	8 90												
4 — act., cp. 22.....	33 60	31 55												
8 Mokta-el-Hadid :														
Act. libér. de 400 fr., cp. 96..	16 »	» »												
— de 500 fr., cp. 96..	20 »	16 40												
1 Mines de Béthune, obl. 1912, cp. 6	9 60	8 90												
4 Mines de Carmaux, act., cp. 69....	24 »	20 20												
4 Marles, obl. 4 0/0 1893, cp. 43....	9 60	» »												
— obl. 4 0/0 1906, cp. 14....	9 60	8 89												
— obl. 4 0/0 1909, cp. 11....	9 60	8 89												
5 Moulins de Corbeil, act. ord., c. 26	7 20	6 80												
— act. prior., c. 9	7 20	6 80												
— parts, cp. 14..	» »	3 02												
1 Papet. du Pont-de-Claix, ob. 4 0/0.		» » 19 20												
Phosph. et Ch. de fer de Gafsa :														
8 Act., cp. 26.....		5 »												
1 Obl., cp. 13.....	10 80	10 17												
5 Ripolin, act., cp. 33.....	2 16	2 16												
1 Segré (Mines de fer), obl. 5 0/0 ..	12 »	11 29												
6 Sheba, act., cp. 11.....		0 27												
1 Société Navale de l'Ouest, obl. 5 0/0														
2 ^e , 3 ^e et 4 ^e séries.....	12 50	12 375												
10 Soie (La), obl. 5 0/0, cp. 34....	12 »	11 25												
1 Télephones, obl., cp. 42.....	9 50	8 91												
15 Traction (C° G°), obl. nouv., c. 1.		2 11												
1 Trafic Maritime, obl. 5 0/0, cp. 14.	12 »	11 24												
1 Triphasé (Le), obl. 4 1/2, cp. 29...		10 07												
1 Trust Minier, obl. 5 0/0, cp. 3....		5 678												
1 Union des Gaz :														
Obl. 4 0/0 1896-1900-03-09, c.38	9 60	8 85												
Obl. 3 1/2 1898, cp. 34.....	8 40	7 65												
1 United Railw. of Havana, ob. 4 1/2		11 25												
15 Usines Fco-Russes, ob. 4 1/2, cp. 7	11 »	10 40												
— ob. 4 0/0, c. 34	9 60	9 10												

Crédit Foncier de France.

387 606 615 682 879 989 **107332** 483 588 620 943
108163 241 396 625 677 719 762 853 967 **109131**
188 465 543 633 726 751 941 966 978 **111051** 394 575
177 219 262 314 381 608 936 988 **111051** 394 575
626 710 721 819 923 **112154** 490 **113016** 27 55
451 463 480 488 521 689 706 740 842 **114079** 315 471
713 719 897 **115095** 150 834 **116079** 345 435 536
822 **117009** 52 87 99 110 165 235 419 783 792
118115 229 508 622 731 758 759 860 **119065** 95
395 481 689 756 854 905 959 **120136** 507 583 625
121174 422 501 641 751 783 857 886 **122008** 213
215 402 416 532 636 692 **123036** 256 332 469 703 715
745 914 **124017** 261 449 499 742 954 **125065** 104
286 817 843 **126021** 159 421 425 444 563 649 720 879
127170 217 333 347 395 974 979 980 **128030** 51
119 270 277 279 283 300 441 450 537 646 655 688 744
982 987 **129101** 235 436 523 640 648 685 809 857
940 **130142** 168 181 324 331 366 459 577 595 671 924
131245 336 349 688 **131717** 785 846 913 **132182**
196 284 732 775 959 **133056** 190 351 494 652 654
727 965 **134265** 669 867 **135090** 219 610 735 872
969 **136029** 63 91 114 153 167 202 234 289 454 790
809 825 931 948 **137028** 107 287 426 547 561 579 730
754 843 985 **138235** 334 543 616 972 **139038** 99
311 372 537 599 **140040** 41 44 398 492 598 754 877
891 **1411064** 83 333 410 500 558 717 **142076** 85 371
521 524 567 713 **143031** 37 357 493 979 **144162**
168 385 555 621 692 **145058** 100 144 265 304 369
387 549 615 808 879 964 968 972 **146012** 71 168 352
421 452 538 569 601 643 764 800 **147050** 433 435
476 611 **148052** 180 208 435 623 644 692 762 786
802 884 973 **149194** 321 375 509 551 596 609 682
761 777 888 994
150016 191 196 553 625 715 902 908 978 **151144**
192 262 369 537 569 628 643 732 853 **152140** 173
679 800 836 914 **153017** 32 149 197 245 295 440 864
992 **154103** 109 229 383 411 579 635 769 804 917
926 994 **155315** 340 713 745 822 846 902 **156006**
60 97 126 136 433 604 736 747 814 **157100** 125
132 478 545 580 764 798 **158020** 23 197 256 276 279
341 733 760 889 924 936 **159065** 220 289 305 384 431
591 745 835 **160077** 411 570 579 747 827 910 984
161024 93 410 454 860 872 918 954 **162068** 74 138
197 201 267 331 359 528 536 569 908 971 **163039** 117
205 281 324 393 418 533 600 653 663 755 804 846 905
933 985 **164099** 207 220 281 298 317 409 457 619
731 742 825 856 **165066** 168 217 325 327 375 438 468
615 746 778 911 **166049** 75 102 270 379 442 537 815
167139 478 567 776 **168049** 90 114 271 289 458
536 661 697 898 **169022** 267 372 478 547 596 602
675 746 794 **170219** 327 574 806 819 852 998
171138 258 288 463 515 870 989 **172072** 179 538
549, 657 755 777 **173118** 456 503 615 666 764 **174074**
80 224 378 413 425 427 526 791 889 **175096** 238
276 720 798 888 893 971 **176183** **177028** 258 264
533 739 808 961 **178024** 37 190 195 548 635 712 718
735 854 869 **179048** 363 661 710 724 787 875 **180077**
188 481 585 671 878 888 924 948 **181120** 262 307 454
567 636 667 753 825 858 917 997 **182158** 406 515
573 763 774 775 **183073** 288 301 360 375 383 404 465
756 787 908 **184159** 763 861 **185096** 204 250 312
336 497 697 758 **186134** 138 141 177 591 662 **187041**
172 178 248 262 374 411 414 517 541 762 788 813 821
824 918 **188005** 89 137 144 151 233 382 475 708 799
840 **189252** 485 538 679 715 **190011** 218 235 236
545 579 698 777 845 956 **191078** 181 379 449 469
491 568 613 618 791 962 **192044** 496 576 718 972
193153 169 628 762 785 865 **194096** 160 324 350
494 587 667 **195070** 293 299 425 537 695 845 918 919
196190 436 739 **197004** 46 86 91 184 454 607 766
932 949 **198106** 400 609 685 865 **199067** 93 157
158 165 198 392 670 737 890 949 971
200023 37 61 470 **201145** 171 192 484 682 787
860 **202248** 438 619 729 780 828 861 878 900 **203359**
484 551 599 816 910 916 **204131** 384 448 630 975
986 **205332** 540 661 667 820 821 888 913 944 980
206090 122 174 317 402 521 584 711 803 874 **207092**
184 241 292 322 352 366 368 411 805 934 979 **208075**
141 237 441 569 669 681 839 **209285** 329 378 647
790 822 881 **210000** 112 243 391 644 663 775 890
930 **211140** 475 527 813 **212096** 379 625 690 726
888 941 970 **213032** 65 126 382 436 621 671 744 952
214114 239 436 576 718 730 839 889 987 **215254**
751 **216196** 616 **217335** 586 899 921 987 **218000**
280 393 423 581 750 917 **219109** 115 **220103** 167
273 369 403 404 694 754 **221010** 91 193 268 394 414
426 720 745 946 999 **222024** 38 300 332 408 479 520
739 778 821 835 848 969 973 **223075** 249 325 353
437 580 699 **224246** 359 506 608 917 973 **225135**
186 333 352 730 842 941 **226026** 197 303 418 503 635
579 761 923 **227084** 180 257 284 292 310 343 414
582 750 932 **228023** 180 445 487 607 624 677 789
229100 235 273 371 374 865 895 950 **230054** 74 84
290 526 644 724 740 772 964 **231137** 182 228 296
108 629 **232054** 224 282 531 684 717 812 **233014**
32 392 519 708 889 978 **234073** 599 656 883 **235247**
301 351 419 532 632 917 909 **236093** 148 290 598

684 728 808 820 **237157** 314 507 622 843 **238273**
346 955 **239095** 241 305 308 341 503 569 631 654
672 686 741 881 891 947 **240026** 70 106 308 314 358
449 504 588 824 956 **241272** 287 678 769 878 942
958 959 **242005** 96 171 712 727 826 867 **243023**
64 88 257 258 267 292 293 365 376 420 477 500 544
633 803 976 983 **244019** 25 506 770 918 **245015**
30 343 559 730 842 849 **246145** 355 456 626 **247275**
339 381 603 722 **248115** 351 393 472 499 516 792
895 979 **249114** 117 205 261 357 719 803 813
250166 198 453 708 954 980 **251281** 388 443 512
579 676 842 891 968 **252065** 78 113 120 188 314 323
482 484 609 644 682 **253031** 65 187 459 559 578 733
915 920 **254044** 76 361 550 555 596 609 856 961
255073 589 963 **256014** 16 217 485 499 598 663
709 970 **257003** 393 446 483 499 556 636 706 930
985 **258312** 338 391 467 589 754 820 **259071** 213
222 314 435 602 700 744 936 **260038** 214 485 523 577
696 881 **261021** 102 122 411 502 535 806 832 **262317**
452 648 677 709 711 719 **263078** 108 170 271 272
289 308 361 390 393 407 591 628 668 **264238** 457 531
549 678 848 865 963 **265084** 186 384 426 485 497
535 993 **266153** 188 369 398 410 590 776 796 852 981
267135 217 417 500 507 541 758 **268226** 255 390
524 590 952 983 **269244** 280 320 697 739 748 789 831
871 **270226** 363 411 596 613 667 737 817 912 **271123**
269 329 411 433 454 519 581 649 743 840 955 **272173**
205 438 740 839 852 919 956 **273114** 171 319 733
757 869 **274329** 432 456 531 630 873 909 935 **275114**
256 385 655 802 950 959 987 **276021** 60 68 322 465
606 830 832 851 **277082** 145 173 343 456 832 909
278021 460 672 871 987 **279010** 85 88 232 607 673
689 894 922 960 **280129** 147 211 447 634 671 674
677 700 948 965 **281183** 229 322 326 414 593 595
903 **282135** 297 298 333 530 547 628 **283161** 185
374 677 **284299** 330 387 553 646 865 899 **285229**
259 427 497 801 947 **286147** 267 332 406 462 947 971
287048 160 246 315 347 443 531 570 590 639 773
799 **288006** 324 361 378 503 606 630 669 698 907 964
289061 453 475 546 736 857 897 **290049** 142 306
351 372 464 642 701 785 832 839 **291135** 280 351 371
571 631 715 737 744 784 **292040** 41 43 146 302 309
552 675 712 836 850 888 918 960 **293030** 40 174 271
272 316 362 424 595 851 980 **2941332** 465 776 855
295109 128 164 384 555 594 714 978 989 **296027**
160 **297063** 118 202 227 279 350 554 690 761 779
843 893 932 **298207** 272 278 428 440 467 501 774
975 990 **299043** 210 265 569 598 914 929
300101 132 138 768 830 837 924 946 **301060** 342
481 602 603 633 744 925 **302217** 227 415 526 669
717 883 **303104** 2

228 326 343 367 404 475 602 654 727 876 **487101** 113
 117 395 692 835 **488028** 97 106 191 286 356 442 644
 743 830 957 **489001** 3 216 382 560 730 844 **490204**
 402 540 637 764 877 **491109** 119 399 411 419 459
 586 682 **492226** 417 456 464 560 583 589 852 971 979
493279 322 342 571 625 682 836 886 922 928 **494027**
 55 82 142 277 308 391 535 620 727 763 793 815 867
495061 161 252 407 409 498 501 799 993 **496126**
 147 387 627 669 765 831 965 980 **497006** 89 716 731
 791 901 973 **498000** 426 210 233 329 371 602 652
 763 **499098** 243 258 298 317 434 471 474
500098 334 529 738 743 873 **501043** 104 182 636
 748 843 894 948 962 **502098** 149 153 302 492 513 548
 582 713 770 **503168** 418 611 645 692 814 920 963
504066 111 314 364 438 450 512 545 619 745 777 821
505077 86 87 227 232 317 371 378 461 592 630 675
 760 800 962 983 **506375** 565 772 807 808 898 904 921
 973 **507122** 393 474 519 683 701 704 765 **508120**
 299 438 910 **509030** 385 391 439 467 501 807 955
510030 641 787 801 818 965 **511075** 275 309 673
 740 781 915 962 **512042** 344 402 783 867 889 941
513038 39 50 127 228 264 326 401 423 434 473 507
 953 963 **514058** 128 137 277 289 696 758 804 835
515244 310 385 602 655 834 982 986 **516034** 271
 391 463 647 696 718 855 877 959 **517079** 432 177 292
 365 374 436 598 649 771 776 861 899 987 **518302** 625
 837 944 988 **520150** 176 451 477 492 556 899 985
521156 651 756 **522049** 61 74 486 579 609 623 690
 706 760 761 819 830 966 988 **523180** 425 591 783
524213 476 650 723 945 **525178** 604 758 984 995
526214 290 341 368 395 653 907 **527056** 89 149 215
 399 471 747 789 809 859 918 **528041** 125 270 616
 717 968 **529091** 102 109 303 358 409 411 867 880
530055 450 193 210 373 404 565 837 849 895 **531018**
 243 413 596 699 848 902 **532100** 526 663 744 757
 768 **533072** 139 383 409 535 565 594 619 765 793
 812 843 970 **534030** 33 164 196 205 386 962 989
535083 115 355 358 474 726 771 930 **536186** 398
 409 476 483 750 963 **537072** 104 136 286 888 908 918
 938 950 **538033** 117 346 385 389 440 651 680 736
539147 505 521 689 751 828 912 953 997 **540142**
 381 432 451 497 582 682 896 **541022** 56 89 164 202
 284 320 439 651 691 717 897 **542064** 139 295 546
 699 833 884 946 **543006** 239 525 640 747 764 805
544023 75 298 360 385 538 611 622 642 **545150** 155
 221 245 373 487 568 592 602 739 940 **546091** 196 535
 745 982 **547280** 395 402 406 447 481 488 623 731
 753 763 955 **548043** 137 218 245 463 548 557 677 694
 942 990 **549009** 166 427 501 778 904 955
550021 63 223 244 411 477 670 754 816 **551018**
 100 106 340 589 847 **552040** 270 410 479 538 **553022**
 109 337 405 605 **554020** 103 142 147 193 234 310
 345 356 373 391 439 475 592 689 867 **555047** 333 392
 421 440 625 736 797 901 919 **556034** 179 234 510 872
 905 909 **557020** 114 209 247 271 320 330 348 603
 606 759 803 830 **558112** 294 413 460 477 692 859 978
559000 23 77 244 303 326 340 357 508 531 553 591
 721 892 **560008** 113 418 624 717 949 958 **561039**
 104 210 283 285 341 592 795 839 **562100** 349 363
 518 561 622 675 944 986 **563021** 72 92 123 150 163
 230 261 309 344 846 864 882 907 915 **564026** 221 265
 318 511 832 924 **565230** 512 731 888 993 **566010**
 24 71 295 345 395 509 675 879 944 **567037** 53 95
 120 132 158 227 405 410 559 676 753 781 834 862
568112 228 283 423 440 535 642 825 922 **569047**
 134 258 369 446 553 751 819 855 872 977 **570086** 93
 96 248 299 357 507 530 620 745 811 978 987 **571110**
 206 220 237 292 372 413 428 479 634 736 774 **572356**
 572 639 670 819 **573344** 358 909 936 987 **574196**
 363 463 471 601 736 **575056** 63 117 145 205 227 409
 131 493 899 **576159** 352 593 698 750 757 779
577051 75 170 181 270 291 376 410 499 708 857 892
578049 147 151 193 257 451 566 683 875 **579025**
 38 228 467 493 670 826 870 898 **580145** 280 350 943
581045 519 578 791 824 874 927 995 **582241** 563
 650 816 969 **583128** 494 537 755 813 823 862 **584063**
 79 91 179 796 891 925 **585088** 89 117 435 446 521
 590 693 877 881 988 **586151** 242 312 352 394 488
 502 548 771 790 876 **587026** 171 260 345 449 454 561
 729 748 885 945 976 **588035** 233 292 346 844 928
 947 **589158** 171 277 370 390 488 584 718 781 979
590138 172 203 223 579 707 754 821 **591043** 405
 487 493 618 688 775 849 872 918 946 **592065** 118 186
 218 225 363 403 426 466 500 511 572 797 946 967
593370 397 426 448 523 831 933 981 **594064** 360
 758 782 **595012** 155 209 459 613 799 801 943 955
 982 **596083** 109 119 155 722 938 **597073** 89 362
 402 443 656 701 720 898 **598068** 117 279 290 409
 458 610 727 **599261** 320 582 591 629 836 911
600113 129 384 412 451 482 637 708 790 **601127**
 129 230 283 296 363 480 523 535 672 723 748 762 805
818971 **602051** 187 624 696 782 936 **603105** 128
 378 407 **604103** 319 347 710 970 **605034** 180 301
 466 498 523 633 741 756 840 862 932 **606146** 187 398
 433 474 479 693 723 731 797 801 836 **607061** 136
 409 427 511 528 809 810 899 909 950 952 **608107** 173
 228 233 268 404 629 708 941 **609128** 247 806 871

902 957 **610240** 432 478 496 914 **611055** 127 173
 223 285 339 471 663 894 938 **612027** 104 213 351
 641 737 811 900 981 **613186** 283 412 569 691 783 939
614276 342 366 591 617 633 660 793 **615008** 59 85
 141 172 301 896 967 976 **616014** 100 389 658 777
617011 168 260 340 369 429 560 776 843 **618325**
 359 460 541 658 681 818 914 930 933 **619125** 181 266
 298 302 430 479 733 939 958 996 **620036** 218 257
 270 291 488 523 667 677 778 **621192** 203 304 347 355
 400 534 578 603 787 980 **622164** 323 333 444 458 533
 573 737 816 964 **623021** 49 89 318 340 589 709 714
 792 812 839 **624046** 231 **625430** 660 854 **626289**
 599 748 801 928 **627164** 466 558 996 **628069** 240
 262 501 502 751 781 865 931 944 970 988 **629251** 384
 414 437 474 515 533 604 **630000** 64 86 169 238 337
 379 417 592 969 **631078** 164 240 459 493 558 581
 765 961 **632236** 299 827 988 999 **633100** 124 224
 505 589 800 807 922 924 **634045** 122 373 432 510 648
 795 796 869 878 881 **635010** 213 282 402 902 915
636295 382 631 633 636 803 807 877 951 979 **637088**
 135 423 433 435 724 906 **638011** 145 270 403 527
 742 795 **639332** 403 452 455 533 655 799 820 **640068**
 104 453 296 376 562 611 688 701 **641051** 194
 202 206 392 506 535 785 **642272** 494 584 599 711 742
 752 804 **643013** 170 242 298 353 428 475 583 637 650
 752 760 823 914 957 **644005** 62 412 784 966 **645209**
 386 393 395 411 **646080** 213 276 347 571 713 726
 765 778 877 923 980 **647051** 83 277 370 498 624 642
 904 915 **648006** 159 336 552 674 848 904 937 **649004**
 77 184 214 217 312 660 946 983 **650119** 134 176 218
 223 382 497 721 722 724 725 833 **652015** 718 771 928
653184 361 704 738 781 840 **654074** 313 382 440 546
 636 750 800 818 871 896 977 994 **655037** 161 208
 212 369 821 **656008** 20 303 384 401 604 700 791 989
657100 470 479 646 722 777 844 988 **658080** 93 177
 438 720 915 **659098** 157 185 188 479 606 622 715
 745 877 919 **660019** 33 330 798 **661009** 46 68 140
 178 278 438 618 850 **662007** 96 112 149 200 319 573
 604 780 889 912 **663008** 185 316 474 788 888 932
 972 **664251** 254 278 351 497 588 768 811 868 878
665028 75 113 181 535 595 685 885 953 **666242** 291
 307 512 532 **667145** 203 419 441 509 612 821 918 985
668063 76 173 527 576 686 741 743 807 893 906 982
669181 364 503 523 773 781 809 **670017** 30 41 81
 181 490 438 476 582 615 654 673 808 817 **671073** 90
 196 339 344 467 703 767 872 **672038** 75 88 96 363
 427 660 799 803 876 **673018** 96 325 550 648 651 741
 990 **674335** 380 554 748 755 792 925 **675087** 187
 275 353 417 425 469 838 927 **676318** 872 986 **677122**
 249 501 56

929 869000 213 247 642 667 928 870004 13 253
 266 356 401 759 762 798 871047 153 200 403 444 484
 597 629 897 919 956 872033 112 277 444 464 574 649
 687 873134 137 343 582 720 829 874135 200 232
 236 251 313 339 429 829 867 933 963 875038 216 220
 260 525 529 596 642 709 802 838 876046 390 685 752
 788 881 877001 172 202 341 589 626 728 785 789
 878058 112 147 676 768 817 959 879275 425 487
 798 846 885 919 880030 87 146 371 498 744 864 894
 881529 665 710 828 834 882146 196 312 345 448
 506 712 740 883122 146 228 251 332 561 639 646
 745 982 884052 84 156 629 849 918 885132 293
 296 858 886114 201 225 610 833 883 887023 80 91
 248 275 413 445 559 587 712 679 709 888176 220 249
 392 543 711 724 747 999 889086 99 156 475 249 504
 513 548 660 855 886 906 890015 318 333 718 943
 891106 284 581 704 771 787 892125 127 276 451
 471 650 675 679 684 865 942 992 893059 122 198 254
 455 468 580 755 806 894146 203 263 690 709 754 816
 841 891 895126 273 396 563 584 842 960 896194
 262 300 503 639 715 775 897122 130 258 269 328 399
 600 694 763 816 848 893 898230 378 434 486 622
 757 841 918 995 899060 90 165 289 440 463 576 730
 775
 900136 317 351 479 813 971 972 901037 88 144
 233 388 676 805 902205 212 279 365 771 961 903071
 107 182 268 350 366 392 543 560 576 738 823 901014
 66 130 168 232 242 363 490 609 614 938 905057 91
 322 469 487 696 724 866 906081 123 808 846 907013
 196 199 570 579 819 908187 252 540 544 737 909239
 269 367 592 599 614 767 910000 255 267 372 475
 684 851 999 911299 334 598 602 858 938 993 912055
 641 757 791 851 908 913270 325 441 504 679 717 743
 774 846 914039 136 379 506 547 868 886 915245
 315 349 430 758 900 916097 107 456 577 591 711 790
 841 942 917148 506 596 947 918029 35 347 397
 462 533 596 739 770 802 859 919027 88 164 188 400
 449 502 608 629 920107 118 164 401 468 784 795 812
 821 868 869 883 916 921025 84 188 511 600 965 978
 922076 91 157 194 368 370 472 475 583 727 753 791
 923153 818 842 937 994 924091 354 568 765 886
 925167 171 190 373 374 629 748 844 926306 382
 584 631 865 927065 153 254 275 529 683 802 928169
 194 471 649 791 804 887 898 941 997 929263 265
 277418 535 586 652 777 821 841 930061 171 240 259 469
 520 600 621 649 696 803 971 931005 32 162 177 223
 273 280 477 525 635 667 676 714 862 867 923 943 945
 946 932005 60 110 331 758 763 933319 405 422
 537 632 730 780 891 934020 107 568 730 744 789 899
 935092 178 295 303 327 409 583 897 936011 195
 235 622 784 986 937045 54 132 435 522 575 952
 938000 13 58 94 101 104 340 353 461 536 579 584
 680 693 708 714 983 939268 293 543 695 748 752 795
 809 966 940024 54 89 283 396 625 884 941027 188
 400 676 698 715 733 742 819 919 942112 167 352 374
 670 745 818 937 955 943018 466 564 621 876 944015
 339 637 763 798 859 871 889 931 945089 135 274
 475 483 673 987 946057 70 186 195 275 742 745
 947098 318 322 408 517 748 947 948012 282 324
 387 512 827 914 949366 429 467 711
 950034 75 140 274 342 368 398 694 808 849
 951015 108 253 410 457 543 561 614 680 952017 96
 420 455 511 518 827 869 953122 423 636 648 799 928

CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT

L'administration des Chemins de fer de l'Etat porte à la connaissance du public que, jusqu'à nouvel avis, le service maritime voyageurs entre la France et l'Angleterre et vice versa, par les ports de Dieppe et Folkestone, sera assuré tous les jours, dimanche excepté.

HORAIRE

France sur Angleterre. — Dép. de Paris Saint-Lazare, 8 h. 55; arr. à Dieppe, paquebots, 11 h. 50; dép. de Dieppe, paquebots, 12 h.; arr. à Folkestone, port, 16 h.; dép. de Folkestone, port, 17 h. 15; arr. à Londres (Victoria), 19 h.

Angleterre sur France. — Dép. de Londres (Victoria), 10 h.; arr. à Folkestone, port, 11 h. 45; dép. de Folkestone, port, 12 h.; arrivée à Dieppe, paquebots, 16 h.; dép. de Dieppe, paquebots, 17 h. 38; arr. à Paris-Saint-Lazare, 20 h. 33.

Nota. — Ces horaires pourront toutefois être modifiés, sans avis préalable, si les circonstances l'exigent.

CHEMINS DE FER DE L'EST

Services journaliers entre Paris et Nancy sans changement de voitures.

Depuis le 26 novembre, deux trains journaliers comportant des voitures directes de toutes classes circulent dans chaque sens entre Paris et Nancy, via Châlons-sur-Marne, Bar-le-Duc, Gondrecourt et Pagny-sur-Meuse.

A l'aller : départs de Paris à 0 h. 2 et à 12 h. 2 pour arriver à Nancy à 16 h. 28 et à 4 h. 28.

Au retour : départs de Nancy à 9 h. 14 et à 21 h. 14 pour arriver à Paris à 1 h. 26 et à 13 h. 26.

CHEMIN DE FER D'ORLÉANS

Depuis le 1^{er} décembre, la Compagnie d'Orléans a apporté aux services de trains express fonctionnant sur ses lignes de Bordeaux et du Centre de nouvelles et importantes améliorations indiquées ci-après :

I. — Ligne de Bordeaux. — Deux des trains express circulant dans chaque sens, en empruntant la voie

Vendôme-Châteaudun, seront reportés sur l'itinéraire normal via Les Aubrais, ce qui permettra de réaliser, sur la durée actuelle du trajet, des gains variant de 30 à 50 minutes.

II. — Ligne du Centre. — Les deux trains express de jour desservant la ligne de Paris à Toulouse, par Montauban, ainsi que les quatre trains circulant sur celle de Paris à Montluçon, provisoirement déviés par Argent et Pithiviers, seront acheminés par l'itinéraire normal via Vervon-Les Aubrais. Les deux trains assurant les relations de nuit entre Paris et Toulouse continueront à passer par Les Aubrais et seront accélérés. Ces modifications permettront de réaliser, sur la durée actuelle du trajet, des gains variant de 2 h. 45 m. à 4 h. 20 m. pour la ligne de Toulouse et de 2 heures à 2 h. 40 m. pour celle de Montluçon.

En outre, dans le but d'établir de meilleures correspondances et de faciliter les relations locales, de nouveaux trains seront mis en marche et l'horaire des trains de service journalier sera modifié sur certaines sections du réseau.

BANQUE COMMERCIALE DE BÂLE

Bâle (Suisse)

SOCIÉTÉ ANONYME FONDÉE EN 1863
 Capital entièrement versé : Fr. 30.000.000
 Réserves : Fr. 17.000.000

Garde de titres

DÉPOTS A UN OU PLUSIEURS TITULAIRES

Encaissement sans frais de tous coupons, français et étrangers, et de titres amortis. — Vérification des tirages. — Les fonds et titres déposés par des étrangers ne résidant pas en Suisse sont exempts de tout impôt et de droit de succession suisses.

AVANCES SUR TITRES
 Renseignements financiers
 Souscription à toute Émission
 SUISSE ET ÉTRANGÈRE

Location de coffres-forts (cassettes) dans des caveaux installés avec les derniers perfectionnements modernes.

EXÉCUTION D'ORDRES DE BOURSE EN SUISSE
 ET SUR TOUTES LES PLACES ÉTRANGÈRES

Pour tous renseignements, prière de s'adresser à la Direction de la Banque Commerciale de Bâle, à Bâle (Suisse).

LE POUR ET LE CONTRE

969 988 954058 79 139 183 218 386 715 955047 91
 244 447 498 555 573 740 993 956135 481 908 957143
 180 201 393 540 596 615 716 749 816 864 958150 311
 411 664 679 861 959080 94 244 279 528 687 688 774
 960088 479 483 492 521 536 656 673 747 792 795
 828 859 888 961035 76 259 301 421 459 609 633 888
 938 962155 456 638 975 963032 54 176 302 309
 392 419 439 604 680 731 746 937 938 970 964013 23
 63 283 409 549 766 871 877 937 941 965261 300 304
 717 770 966008 79 347 487 492 500 518 721 746 810
 824 843 994 967178 778 810 908 968020 145 313
 473 477 640 721 897 905 933 969131 352 416 578
 970051 104 238 244 294 330 340 399 479 631 646 695
 722 747 765 778 847 946 971046 100 297 542 828 871
 894 972031 119 261 279 295 425 573 632 714 776
 847 848 860 965 994 998 973057 219 222 223 274 388
 524 681 819 977 988 974211 243 246 318 449 464 501
 507 576 619 772 828 908 949 982 975016 75 87 375
 388 475 479 519 534 655 668 908 976165 210 385
 441 503 791 911 978 977038 321 507 591 760 781 811
 905 978025 287 327 430 766 801 979485 834
 980255 553 669 857 931 951 989 981420 734 828
 982011 282 624 627 777 839 860 973 983012 64
 254 334 507 952 984069 350 417 652 734 877 985145
 148 301 333 710 720 853 937 996 986138 183 193 410
 584 589 727 774 981 987033 185 301 558 638 902
 988149 175 303 357 380 386 635 714 802 989028
 63 107 178 240 242 579 600 662 733 745 832 997
 990223 465 991210 336 419 805 806 992038 126
 319 394 491 661 675 695 978 993279 307 319 385 489
 559 624 677 763 855 874 943 968 994435 451 629
 722 755 993 995016 47 226 284 404 580 593 682
 996092 106 356 472 635 842 859 983 997078 114
 139 223 401 443 596 673 889 908 998134 260 360
 593 516 536 579 642 961 999143 320 477 764 932.

Remboursement le 1^{er} mars 1915.

VILLE DE PARIS 3 0/0 1910.

Tirage du 21 décembre 1914.

560477 200.000 fr.
 483021 10.000 fr.
 1895 3140 11869 15901 29699 30742
 63121 72778 73601 87679 90359 102222
 148178 148616 156208 160532 200575 209289
 228365 228971 233784 247056 247945 264375
 268067 277382 282044 286909 287171 289828
 290204 336852 350231 354673 357352 359807
 382082 395873 436232 437796 441279 448043
 450562 461504 467416 467842 514559 528153
 536048 538325 557225 559978 574623 591919
 592992 595086 600777 601900 1.000 fr.

VILLE DE PARIS 1904.

Chemin de fer Métropolitain.

Tirage du 25 novembre 1914.

113403 100.000 fr.
 144894 195021 10.000 fr.
 22033 157677 159880 232334 240275 284053
 306089 321556 344369 373210 1.000 fr.

Tramways de Rouen.

Tirage du 13 octobre 1914.

Obligations.